

# LE COLONIALISME PAR L'ÉDUCATION

Pages 8 à 10

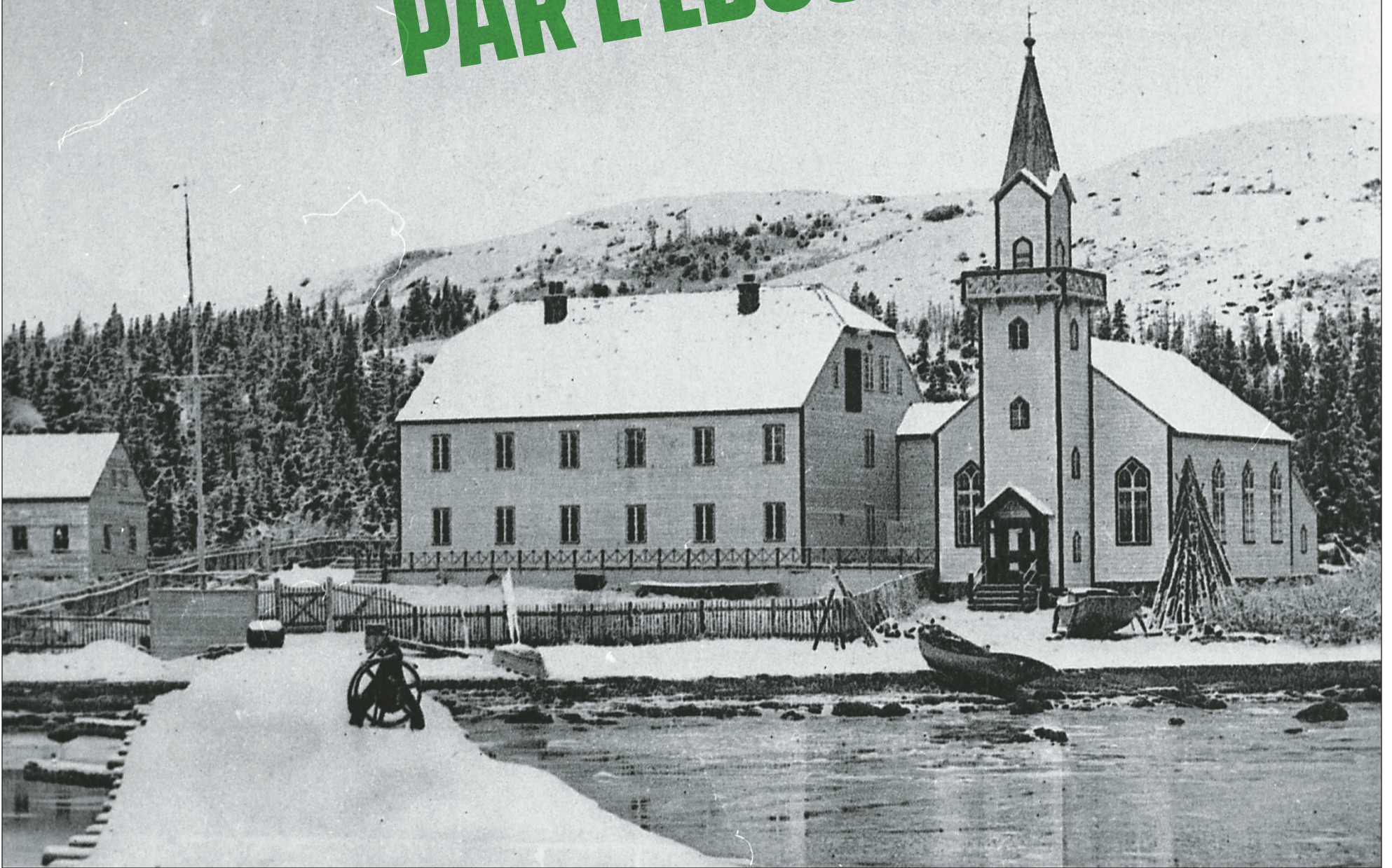


Photo: Archives Them Days



Photo: Courtoisie Danielle Irvine

**S'éduquer en français, ici?**

2

**Le navire du Gaboteur rénové**

4

**Un coq franco au Power of One**

10

Vos coups de cœur  
**CULTURELS**

RENDEZ-VOUS AVEC DOMINIQUE HURLEY EN PAGE 15!

**Envie de partager vos films, livres, ou musique préférés?**

Contactez-nous à  
[info@gaboteur.ca](mailto:info@gaboteur.ca)



## POLITIQUE MUNICIPALE

Éric Cyr

# Le nouveau maire démissionne

Le premier officier municipal de Labrador City Brian Barnette, récemment élu, a remis sa démission pour des raisons de santé, le 19 janvier dernier. Il a informé les citoyens de cette localité nordique dans une lettre publiée sur sa page Facebook en expliquant les raisons ayant amené à prendre cette décision difficile.



L'ancien maire de Labrador City, Brian Barnett, affiche fièrement les couleurs du Labrador. Photo: Prise de Facebook avec permission

le 28 septembre dernier au Labrador et était déjà très impliqué afin de faire avancer des dossiers locaux. Le père de famille bien connu et apprécié dans le milieu, qui en était à sa première expérience dans l'arène politique, avait devancé ses adversaires lors du suffrage en récoltant 1741 votes, soit 187 voix de plus que son plus proche rival. Le maire par intérim précédent, Fabian Benoit, qui, rappelons-le, avait remplacé le maire démissionnaire Wayne Button en mai 2019, avait alors choisi de ne pas se présenter.

## Lettre d'explication

Voici le contenu sommaire traduit du message publié sur les réseaux sociaux: «Aux résidents de Labrador City. Ce fut un honneur pour moi d'être votre

maire. Il n'y a pas de manière facile de vous faire part de la nouvelle, mais je voulais que vous l'appreniez directement. C'est avec un profond regret que j'ai malheureusement dû me résigner à prendre la difficile décision de démissionner de mon poste à la mairie en raison de problèmes de santé personnels. Je tiens à remercier les citoyens pour leur soutien continu au cours des quatre derniers mois. Je m'excuse de ne pas pouvoir être en mesure d'achever mon mandat de quatre ans, mais je considère que si je ne peux donner mon 100 % pour les citoyens, ce ne serait pas juste de continuer. Pour le moment, c'est la bonne décision pour moi et ma famille. Je tiens à souligner le travail des conseillers qui travaillent dur et à les remercier de leur dévouement. Je suis convaincu que vous

pouvez compter sur une équipe solide, passionnée et dévouée au sein du conseil municipal et qui est là pour veiller aux intérêts supérieurs de notre communauté. Merci encore une fois pour votre soutien et vos encouragements.»

La Ville de Labrador City, qui a vu défiler trois maires en moins de trois ans, devra pourvoir le poste laissé vacant. Le conseil municipal de l'endroit a amorcé une discussion sur la façon de procéder pour la suite des choses et a choisi une date pour la tenue d'une élection partielle lors de sa réunion ordinaire du 25 janvier dernier. L'administration municipale et les conseillers ont remercié l'ancien maire pour son service à la communauté, lui souhaitant le meilleur pour l'avenir.

Nouveau visage sur la scène politique, Brian Barnett, a été élu maire lors des élections municipales qui se sont tenues

## ÉCONOMIE

Inès Lombardo (Francopresse)

# Le directeur parlementaire du budget tire la sonnette d'alarme sur la transparence budgétaire

Dans un rapport publié le 19 janvier, le Bureau du directeur parlementaire du budget (BDPD) déplore que les députés fédéraux n'aient pas eu accès à toutes les données requises lorsqu'ils ont dû approuver des dépenses de plusieurs milliards de dollars liées à la pandémie. Le BDPD pointe du doigt l'écart de plusieurs mois entre la fin de l'exercice financier et la publication des comptes publics, et formule trois recommandations pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise.

Les parlementaires ont siégé à peine quatre semaines à l'automne 2021. Durant cette période, le gouvernement leur a demandé d'approuver des propositions législatives que le rapport du directeur parlementaire du budget (DPB), Yves Giroux, estime à plus de 20 milliards \$. La plupart étaient liées à des mesures de soutien en réponse à la pandémie.

Le document du DPB souligne des manquements du côté gouvernemental: «L'écart de près de neuf mois entre la fin de l'exercice (31 mars 2021) et la publication des comptes publics est le plus long depuis plus de deux décennies. Comme l'ont souligné les parlementaires, ce retard a miné leur capacité d'examiner soigneusement les dépenses proposées par le gouvernement».

«À titre de comparaison, le Canada était parmi les derniers pays du G7 à publier ses comptes financiers pour l'exercice 2020-2021, même en tenant compte des différences dans les dates de clôture d'exercice», note encore le DPB.

## «Un très gros problème au Parlement»

Selon le gouvernement, les comptes publics ont été retardés en raison d'une décision de modifier les états financiers après leur approbation initiale le 9 septembre 2021.

La nouvelle présidente du Conseil du Trésor, Mona Fortier, a fini par donner son approbation le 29 novembre 2021, deux semaines avant leur publication.



Dans un rapport publié le 19 janvier, le Bureau du directeur parlementaire du budget déplore que les députés fédéraux n'aient pas eu accès à toutes les données requises lorsqu'ils ont dû approuver des dépenses de plusieurs milliards de dollars liées à la pandémie. Photo: Andre Alexander (Unsplash)

«Au cours de cette période de deux semaines, les parlementaires ont débattu activement de nouvelles mesures législatives, y compris le budget supplémentaire des dépenses de 13,4 milliards de dollars», rappelle le DPB dans son rapport.

Geneviève Tellier, professeure de sciences politiques à l'Université d'Ottawa, explique qu'en déposant ses comptes le 14 décembre, le gouvernement n'a pas

contrevenu à la Loi sur la gestion des finances publiques puisque celle-ci exige seulement que les états financiers vérifiés soient publiés au plus tard le 31 décembre.

La cheffe des affaires publiques au Secrétariat du Conseil du Trésor, Geneviève Sicard, affirme dans ce sens: «Les comptes publics 2021 ont été déposés le 14 décembre. Il s'agissait de la semaine la plus hâtive pour que les ajustements néces-

saies soient apportés aux états financiers du gouvernement, en réponse à la décision de la cour du 29 septembre 2021, suivie de l'impression requise des livres.»

«Les dépôts en décembre, comme ce fut le cas pour les comptes publics 2021, ne sont pas inhabituels lors d'années électorales», mentionne également Mme Sicard. Elle rappelle que les comptes ont été déposés en décembre à plusieurs reprises ces 15 dernières années: en 2019, en 2015 et en 2008.

Mais le rapport du DPB insiste sur l'effet de ce retard sur les parlementaires: «Les renseignements de base sur les finances et les résultats contenus dans les comptes publics auraient été utiles pour évaluer le bienfondé des nouveaux programmes de lutte contre la pandémie. En l'absence de ces données, les parlementaires ont dû se contenter des données financières vérifiées d'avant la pandémie (c'est-à-dire pour l'exercice terminé en mars 2020)».

Selon la professeure Tellier, ce type de retard «est un très gros problème au Parlement. On le sait depuis des années et on n'arrive pas à trouver de solution».

SUITE EN PAGE 12

## ÉDUCATION

Rose Avoine-Dalton (JL – Réseau.Presse – Le Gaboteur)

## S'éduquer en français, ici?

*Le soir du 26 janvier dernier, plus de cent personnes ont assisté au premier Forum Citoyen des États Généraux. Organisé par la Fédération des Communautés Francophones et Acadiennes (FCFA) et L'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne (ACUFC), l'événement virtuel prenait la forme d'un panel de quatre francophones de chaque province atlantique, puis de groupes de discussions. Le Gaboteur vous fait part des principaux enjeux discutés lors de la rencontre.*

«Si on veut assurer un meilleur avenir et de meilleurs choix pour nos jeunes après le secondaire, que pouvons-nous faire? [...] Quelles collaborations devrions-nous envisager en Atlantique [...] Qui répondra aux besoins de la population acadienne et francophone des quatre provinces de la région?» Voilà quelques-unes des questions posées par Alain Dupuis, le directeur général de la FCFA, lors de son discours d'ouverture.

Animé depuis la plateforme virtuelle Zoom, le forum avait pour but d'entamer une conversation entre les citoyens présents au sujet de l'éducation postsecondaire en français dans les maritimes.

### Défis et solutions

Une des principales critiques faite à l'endroit du système francophone d'éducation postsecondaire du Canada atlantique tourne autour de la question de son accessibilité. Plusieurs parties de cette région sont privées d'établissements postsecondaire francophone.

En raison de ce manque de services, chaque année des finissants francophones du secondaire à Terre-Neuve-et-Labrador n'ont pas l'option d'aller continuer leurs études dans leur langue maternelle dans la province.

Jeffrey Young, un homme Mi'kmaq franco-terre-neuvien habitant sur la péninsule de Port-au-Port, a étudié à l'université anglophone Memorial (MUNL). «À Terre-Neuve, on n'a pas de collège ou d'université francophone. En graduant le secondaire, je n'étais pas prêt mentalement à quitter la province et ma famille.»

Si les francophones de Terre-Neuve-et-Labrador souhaitent étudier à MUNL, leurs seuls choix sont d'étudier en études françaises, une formation majoritairement suivie par les anglophones, ou une maîtrise conjointe en éducation et littérature française.

M. Young précise d'autres facteurs ayant influencé son choix en répondant à une des nombreuses questions de l'audience. «À l'école, je crois qu'on n'avait pas eu les bonnes ressources qu'on aurait pu avoir [pour nous préparer] à quitter la province.»

Cependant, pour Adrien Comeau, natif de la Baie-Sainte-Marie en Nouvelle-Écosse, il n'avait aucun doute qu'il allait continuer ses études dans un établissement francophone. «Le plus grand facteur est le fait que je suis fier d'être une personne qui parle le français.»

La proximité était en fin de compte le facteur décisif lorsque vint le temps de choisir où il poursuivrait son éducation. «Pour choisir l'Université Saint-Anne, c'était vraiment le fait de pouvoir garder mes racines dans ma région.»

Fatoumata Guindo, une étudiante en administration des affaires à l'Université de Moncton au Nouveau-Brunswick, a quant à elle abordé le sujet de l'immigration francophone. Originaire du Mali, la francophone a parlé des difficultés qu'elle et beaucoup d'autres rencontrent lorsqu'ils arrivent au Canada.

Elle propose un changement dans la façon dont les étudiants immigrants sont soutenus. «L'idée serait de mettre cette même force qu'on met dans le recrutement, aussi dans la rétention.» Ceci pour encourager plus de francophones à rester dans le pays plus longtemps, tout au long de leurs études et après.

### La discussion se poursuit

Le panel terminé, les participants ont eu la chance de tisser des connexions plus proches. L'ensemble organisateur a séparé

tous ceux qui étaient présents en groupe d'environ dix. Chaque groupe s'est fait attribuer un animateur qui avait, dans l'heure qui restait, la tâche de répondre à deux questions.

Des questions simples, mais qui font réfléchir. Comment est-il possible de renforcer les liens entre les institutions postsecondaires et les communautés francophones et acadiennes en minorité? Et quelles sont les solutions pour s'assurer que plus de jeunes choisissent de poursuivre une éducation postsecondaire en français en Atlantique?

Les réponses de chaque groupe notées par les animateurs figurent dans le rapport final des États Généraux, qui sera publié à l'automne 2022.

Le Forum Atlantique n'est qu'un des événements planifiés dans le calendrier rempli des États Généraux. Depuis le mois de septembre 2021, six ateliers et un webinaire se sont déjà déroulés. Le 24 et 25 mars prochain, à la suite de trois autres forums citoyens à travers le pays, se déroulera le sommet national des États Généraux.

Pour le calendrier complet des États Généraux, visitez: [egpostsecondaire.ca/calendrier](http://egpostsecondaire.ca/calendrier)

## Formation virtuelle en français: Partenariat N-É/T-N-L

*L'Équipe d'alphabétisation Nouvelle-Écosse (EANE) en partenariat avec la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FFTNL) désire faire connaître aux Terre-Neuviens et Labradoriens qu'il existe un nouveau programme de formation à distance offert aux francophones de 18 ans et plus.*

### André Magny

JL – Réseau.Presse – Le Gaboteur

Non seulement c'est gratuit, mais la formation est accompagnée d'un suivi pour les gens qui s'inscrivent. C'est Sylvie Cormier qui en est la facilitatrice.

Elle explique que les gens qui souhaitent avoir accès aux 30 cours disponibles ne sont pas laissés seuls à eux-mêmes. Dans un premier temps, elle leur présente le programme de français – des cours de mathématiques en français sont aussi proposés – et, par la suite, elle veille à ce que chaque participant soit à l'aise avec la plateforme Learn Upon sur laquelle sont diffusés les cours.

Il importe de savoir que le programme de formation à distance de l'EANE fait partie d'un réseau canadien, la Plateforme canadienne de formation à distance (PCFAD). Ce programme désire rendre accessibles les cours autonomes de formation à distance pour les communautés francophones en situation minoritaire.

### Flexibilité

Bien qu'il y ait au départ une évaluation pour diagnostiquer les forces et les

faiblesses d'une personne, l'apprenant qui connaît déjà ses points plus faibles peut parfaitement suivre les cours qui lui conviennent et non tous les modules.

Une vidéo présente tout d'abord la leçon, des exercices sont ensuite à compléter et, dans un dernier temps, une évaluation est faite en Ontario par un membre de la Coalition franco-ontarienne en alphabétisation (COFA), l'organisme qui a conçu les cours. L'étudiant a donc droit à une évaluation personnalisée.

Il faut toujours avoir en tête que cette formation à distance a été construite afin que ce soit «le plus flexible possible» comme le répète en entrevue Sylvie Cormier. C'est le participant qui détermine l'horaire qui lui convient le mieux.

«Les participants peuvent aller à leur vitesse» tient à rappeler la Québécoise d'origine.

### Pour avoir un meilleur emploi

Il y a presque 10 ans, en 2013, la FFTNL présentait un rapport, *Alphabétisation familiale en français à Terre-Neuve-et-Labrador*. Il s'agissait d'un état des

lieux de la situation en matière d'alphabétisation.

Bien que le pourcentage de francophones de Terre-Neuve-et-Labrador ayant terminé des études universitaires soit plus élevé que dans l'ensemble du Canada (31% contre 18%), le document ne manquait pas de mentionner certains faits préoccupants. En reprenant des chiffres de Statistique Canada, le document expliquait en effet que 42% des adultes canadiens en âge de travailler (de 16 à 65 ans) se situent aux deux niveaux les plus faibles d'alphabétisme. Lorsqu'on isole les francophones de cette donnée, cette proportion s'établit alors à 56%, soit un écart de 17%. Ce qui fait dire aux signataires de l'étude de la FFTNL que les «difficultés de recrutement découlent parfois du fait que les gens n'ont pas toujours conscience de l'importance d'améliorer leur formation».

Le programme de l'Équipe d'alphabétisation Nouvelle-Écosse vient justement rappeler qu'il faut veiller à l'amélioration de ses compétences en français. Les futurs apprenants pourront compter sur Sylvie Cormier «pour les supporter du début à la fin» de leur parcours.



Les personnes intéressées par la formation de l'EANE contacteront la facilitatrice Sylvie Cormier en allant cliquer sur le lien suivant : [fad@eane.ca](mailto:fad@eane.ca). Photo: Courtoisie Sylvie Cormier

## MANIFESTATION ÉTUDIANTE

Mohamed Salah Eddine Madiou

# Les étudiants de l'Université Memorial dans l'expectative

*Inquiets de la déferlante du variant Omicron, certains étudiants de l'Université Memorial redoutent, par prudence, la décision du gouvernement de renouer avec les cours en classe le 31 janvier 2022 et ont organisé une marche virtuelle pour la contester.*

C'est une atmosphère quelque peu sinistre qui règne à l'Université Memorial. Les espaces sont moins peuplés qu'ils ne l'étaient, Omicron oblige, et une inquiétude plus intense se voit sur les visages masqués des rares personnes qui s'y trouvent.

La raison de cette ambiance lugubre est l'absence de la majorité d'étudiants au campus, qui, après la décision du gouvernement de renouer avec les cours en présentiel, décident de sécher les cours et d'organiser une marche virtuelle pour contester cette décision, jugée irresponsable. Alors qu'on croyait que les cours à distance étaient éprouvants, même ennuyeux, le temps du COVID-19 continue à nous montrer que tout peut changer, que ce qui était aigre peut soudainement devenir doux, que les études en ligne, à la réflexion, ne sont pas une si mauvaise idée.

Ce soudain intérêt pour les cours en ligne est dû à l'apparition du nouveau variant Omicron en novembre 2021, qui présente un degré de contagion, jusqu'à présent, plus tenace que ses prédécesseurs. Suivant la flambée du nombre de cas dans la province de Terre-Neuve-

et-Labrador, le gouvernement a ainsi décidé de temporairement recourir au monde virtuel, pour la deuxième fois depuis le début de la pandémie, et ce jusqu'au 31 janvier 2022. Alors que cette décision aurait pu être bien reçue dans d'autres circonstances, dans les circonstances actuelles, elle n'a pas été reçue avec engouement par la communauté étudiante qui estime qu'il est plus judicieux de continuer les cours en ligne que de s'exposer au milieu présentiel qui accentuera le nombre d'éclousions et la transmission communautaire.

## La lutte pour une éducation saine

Une pétition a même commencé à circuler en ligne deux semaines avant la reprise, récoltant près de 3000 signatures d'étudiants qui réclament des accommodements de la part de l'université pour poursuivre leur trimestre en ligne. Cette pétition visait à maintenir les cours en ligne pour ceux qui souhaitent procéder à distance, pour ceux qui sentent qu'ils présentent des symptômes, pour les immunodéprimés, et ceux qui vivent avec des personnes pour qui le virus est une préoccupation majeure.

Cette démarche a été entreprise en réponse au maintien de la décision de renouer avec les cours en présentiel par l'administration de l'université et le gouvernement malgré les inquiétudes exprimées par les étudiants et les professeurs. Un étudiant, qui a souhaité rester anonyme par peur de recevoir des sanctions similaires à celles de Matt Barter, un étudiant protestataire actuellement banni du campus, critique la démarche: «Personne ne devrait se sentir obligé de revenir en classe, que ce soit étudiant ou professeur, dans le climat actuel».

D'autres étudiants, comme Michael Broz, étudiant en doctorat au Département de philosophie de l'université, affirme que «la décision de reprise n'a jamais été obligatoire» et que les étudiants «peuvent décider de ne pas se présenter en classe et de se connecter sur Webex, ou d'autres plateformes, si le cours est hybride».

L'enseignement «hybride», qui signifie un mélange de cours donnés en partie à distance et en partie en classe, serait en effet un grand soulagement pour une très grande proportion d'étudiants inquiets

pour leur propre santé et celle des gens qu'ils côtoient. En revanche, cette alternative dépend de la nature du cours, de l'enseignant ainsi que d'autres facteurs. Si l'enseignant n'utilise pas de la méthode électronique dans son cours ou encore si l'enseignant ne la maîtrise pas, l'étudiant n'a d'autre choix que de se présenter en classe. Aussi, il y a des matières qui requièrent des travaux pratiques dans des laboratoires et qui ne peuvent pas se dérouler en ligne.

C'est en partie dû au manque de cours hybrides et d'enseignants qui peuvent accommoder cette option dans leurs cours qui a incité les étudiants à organiser une marche virtuelle. Mais les raisons principales de cette marche, rappellent ses organisateurs, consiste à faire entendre les revendications des étudiants à l'administration. Les étudiants exigent qu'il y ait une meilleure organisation des espaces universitaires, une élaboration plus approfondie de plans sanitaires, qui s'adaptent à la sévérité du variant actuel, et une satisfaction des demandes des personnes immunodéprimées.

## DES NOUVELLES DE NOUS

Cody Broderick

## Une rénovation du vieux bateau

*En parcourant les anciens logos du Gaboteur Inc., il est facile de constater la richesse de la contribution du journal à la francophonie de Terre-Neuve-et-Labrador. Lorsque j'ai rejoint l'équipe en 2019, je ne pensais pas être capitaine du navire un an et demi plus tard, et encore moins le faire naviguer dans une nouvelle ère. Avec un nouveau logo et un nouveau site web lancés depuis la fin de semaine dernière, c'est impossible de ne pas réfléchir au passé du journal ou de ne pas se demander quel sera son impact futur dans la province.*

L'année écoulée a été assez chargée pour le seul journal de langue française de Terre-Neuve-et-Labrador. Au cours de l'année, l'équipage et son conseil d'administration se sont réunis régulièrement avec une firme de consultants afin de trouver des idées pour naviguer dans des eaux plus modernes. Après de nombreuses séances et un travail acharné de la part de la talentueuse graphiste du journal, Jessie Meyer, et du geek de bureau, AP Boulet, le logo et le site web du Gaboteur ont été mis à jour.

Vous aurez déjà remarqué le nouveau logo du journal sur la page de couverture de

cette édition, mais si vous n'avez pas encore surfé sur le nouveau site web du Gaboteur, cela vaut le détour. Non seulement le design du site a-t-il été complètement revu, mais nos articles sont désormais plus accessibles et cela nous permet de mieux rester en contact avec vous, les lecteurs.

Pendant les deux prochains mois, ces articles pourront être lus gratuitement, sans paywall, afin de contribuer à l'accessibilité dans la province de nouvelles en langue française, de mettre en valeur les plumes talentueuses qui écrivent pour le journal et aussi d'inciter d'autres personnes à partager leurs idées et leurs talents.

Avez-vous une opinion sur une nouvelle qui se passe dans votre coin de la province? Vous avez maintenant une autre plateforme pour vous exprimer. *Le Gaboteur* accepte les lettres ouvertes, alors si vous voulez voir vos pensées diffusées sur le papier ou sur le web, c'est bien possible.

Vous avez une opinion que vous aimeriez exprimer? Des opinions comme celles de Patrick Renaud, sur le rassemblement anti-vaccination devant une clinique, ou de Mohamed Madiou, sur le retour au campus à l'Université Memorial, sont déjà imprimées dans les pages du Gaboteur. Votre voix sera-t-elle la prochaine à rejoindre l'équipage?

Ou peut-être que vous cherchez simplement une bonne histoire à lire pendant la semaine, comme l'article de Marie-Michèle Genest sur le spectacle multiculturel *The Power of One*, ou celui sur le Forum d'éducation postsecondaire francophone de Rose Avoine-Dalton.

Alors que nous imprimons toujours notre version papier de l'histoire, il y a aussi des choses à découvrir sur le web!

Rendez-vous à [www.gaboteur.ca](http://www.gaboteur.ca). Terre-Neuve-et-Labrador vous y attend - en français!

### Le GABOTEUR

*Le Gaboteur* est le journal francophone de Terre-Neuve-et-Labrador depuis 1984. Il est publié en versions papier et numérique par la société sans but lucratif LE GABOTEUR INC.

#### SIÈGE SOCIAL

223-233 rue Duckworth, suite 206  
St. John's (TNL) A1C 1G8

709 753-9585



Un gaboteur, c'est un bateau qui transporte des marchandises ou des personnes de port en port. C'est aussi une personne qui se promène un peu partout et rapporte des nouvelles.

#### CONSEIL D'ADMINISTRATION

Cyr Couturier, président  
Ysabelle Hubert, vice-présidente  
Nancy Boutin, administration  
Maude-Julia Blanchet, trésorière  
Andrée Thoms, secrétaire  
Contact : [ca@gaboteur.ca](mailto:ca@gaboteur.ca)

#### ÉQUIPE

Directeur général et rédacteur en chef  
Cody Broderick - [dg@gaboteur.ca](mailto:dg@gaboteur.ca)

#### Adjointe à la rédaction

Rose Avoine-Dalton - [info@gaboteur.ca](mailto:info@gaboteur.ca)

#### Mise en page

Jessie Meyer

#### Ont collaboré à ce numéro

Éric Cyr, Inès Lombardo, André Magny,  
Mohamed Salah Eddine Madiou, Patrick Renaud,  
Ericka Muzzo, David Beauchamp, Marie-Michèle Genest,  
Marianne Dépelteau, Laurie Noreau

#### Impression : Advocate Printing

Distribution (dernier numéro) : 700 exemplaires  
ISSN 0836-8155

#### PUBLICITÉ

##### Représentation nationale

Lignes agates marketing, [anne@lignesagates.com](mailto:anne@lignesagates.com)

##### Terre-Neuve-et-Labrador Saint-Pierre et Miquelon Le Gaboteur Inc.

[info@gaboteur.ca](mailto:info@gaboteur.ca), [www.gaboteur.ca/annoncer](http://www.gaboteur.ca/annoncer)

#### ABONNEMENT

Tarifs pour un an, avant taxes

**CANADA** Papier + numérique : 35 \$  
Numérique (Canada) : 25 \$  
**INTERNATIONAL** Numérique : 30 \$  
Papier + numérique : 130 \$

[www.gaboteur.ca/abonnement](http://www.gaboteur.ca/abonnement)



FIER MEMBRE

**GAGNANT DU PRIX D'EXCELLENCE GÉNÉRALE 2019**  
pour la rédaction journalistique

**GAGNANT DES PRIX D'EXCELLENCE GÉNÉRALE 2020**  
meilleur projet spécial  
meilleur article communautaire

**FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2020**  
meilleur article arts et culture  
meilleur annonce fabriquée maison

**GAGNANT DU PRIX D'EXCELLENCE GÉNÉRALE 2021**  
meilleur projet numérique de l'année

**FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2021**  
meilleur article d'actualité, meilleur article  
communautaire et meilleur projet spécial imprimé

**LE GABOTEUR INC.** est membre de du  
Réseau.Presse. Nous sommes fiers d'appuyer  
la Fondation Donatien Frémont.

## CHRONIQUE À TEMPS PERDU LA MANIFESTATION

**Patrick Renaud**

Si l'incident a fait beaucoup parler, suscitant colère, indignation et dédain, l'annonce gouvernementale a, quant à elle, semblé clore le débat: à ce «problème», le gouvernement avait trouvé la «solution»: légiférer. Et il n'y avait rien à en redire.

Ainsi, malgré le lien de confiance fragile entre la population et la classe gouvernante, celles-ci font ici *front commun* face à une figure dangereuse et indésirable, soit celle de l'*antivaxx*. Le ministre de la Justice alla même jusqu'à dire que cet effort législatif répondait à une véritable *menace*: «Même si nous n'avons vu que quelques manifestations, nous ne voulons pas attendre que quelque chose de malheureux se produise... Nous voulons être proactifs.»<sup>1</sup>

Comme si ces quelques manifestations désorganisées et isolées risquaient de gagner en puissance et en influence; comme si elles cachaient, en leur sein, le risque d'une violence et d'un désordre à venir.

### Pourquoi légiférer?

Bien que je n'aie aucune sympathie pour la cause défendue par ses manifestants, cette volonté de légiférer et la réception comme toute consensuelle de cette volonté me laissent pan-tois; et ce, pour deux raisons.

Tout d'abord, il y a lieu de s'interroger sur la nécessité d'un tel acte législatif. Répond-il en effet à un réel problème *social*? L'annonce gouvernementale nous dit qu'il est important, à la vue de cet incident, de légiférer afin de «balancer le droit de manifester pacifiquement et le droit individuel d'accès à des soins de santé»<sup>2</sup>. Or pourquoi cette nécessité de «balancer» le droit de manifester *pacifiquement* à la lumière d'une manifestation qui, elle, ne semblait pas l'être, pacifique?

En effet, plusieurs manifestants n'ont pas respecté les consignes sanitaires élémentaires (port du masque, distanciation sociale...). Certains se seraient même également rendus coupables d'intimidation physique et verbale en tentant d'empêcher certaines personnes d'entrer dans la clinique. Ces gestes sont pourtant, en eux-mêmes, sanctionnables par la loi. Les policiers présents auraient très bien pu intervenir, distribuer des amendes ou arrêter ceux ou celles qui auraient commis de tels gestes; ce qu'ils n'ont pas fait<sup>3</sup>.

Ainsi, considérant que les forces de l'ordre aient déjà le dispositif légal nécessaire leur permettant

d'intervenir, il me semble difficile de justifier la volonté du ministre de légiférer sur le droit de manifester *en tant que tel*. En effet, pourquoi «balancer» un «droit de manifester pacifiquement» alors que dans le cas qui nous intéresse, les manifestants, justement, ne manifestaient pas pacifiquement, mais faisaient *autre chose*.

### Un droit inquiétant

Ensuite, en voulant légiférer, le gouvernement perpétue une confusion malheureuse et inquiétante entre l'incident à proprement parler (les gestes répréhensibles) et l'occasion de l'incident (la manifestation). Je dis «inquiétante» parce que cette confusion participe à l'élaboration, dans l'imaginaire public, d'une attitude négative *quant au fait même de manifester*; une attitude négative et suspicieuse *quant au fait même d'exercer un droit politique*.

Cette suspicion quant au fait même de manifester est déjà grandement répandue et elle se manifeste à différents niveaux. Dans le cas de Matt Barter, étudiant qui manifesta en silence au côté de la présidente de l'Université Memorial, cette suspicion amena plusieurs à voir dans ce silence immobile une forme de harcèlement et d'intimidation.

Cette suspicion se manifeste aussi à travers l'écart de langage usuel utilisé pour désigner tel ou tel mouvement de grève comme «prenant en otage» la population ou un segment de clientèle.

Elle se manifeste également à travers la judiciarisation de la contestation sociale, comme ce fut le cas pour des militants autochtones qui s'opposaient et s'opposent toujours à certains pans du Projet Muskrat Falls<sup>4</sup>.

Cette suspicion se révèle finalement dans la construction imaginaire d'un archétype du manifestant. Archétype qui circule librement dans le corps social. Le manifestant devient un «chiâleux» «en manque d'attention», une personne «atteinte d'un trouble mental», un «sans-emploi» «qui a beaucoup trop de temps libre et qui ne sait pas quoi en faire», un «idiot» «violent» qui «cherche la confrontation et le conflit»<sup>5</sup>.

Les manifestants deviennent ainsi des personnages à la fois inférieurs de par leur «idiotie» ou leur manque de rationalité, et inquiétants de par leur potentiel violent et anarchique. Des personnages qu'il faut donc surveiller, dont il faut se méfier et qui perdent du coup leur titre de citoyens pouvant prendre part aux affaires de la cité.

Le 8 janvier dernier, une poignée de personnes se rassemblent à l'extérieur d'une clinique de vaccination à St. John's afin de manifester contre la vaccination massive. Les autorités de la clinique en question, jugeant qu'elles ne peuvent pas assurer la sécurité des employés et des citoyens venant se faire vacciner, décident de fermer boutique pour la journée. Deux jours plus tard, en réponse à cet incident, le gouvernement provincial annonce son intention de légiférer afin d'interdire les manifestations à proximité des cliniques de santé et des écoles.

L'image qui se dégage de ces exemples est celle d'une société qui défend le droit de manifester dans l'abstrait, mais qui se méfie de ceux qui oseraient l'exercer.

Cette méfiance présente s'explique probablement en partie par le fait que la manifestation

visait à faire voir les divisions sociales et à s'opposer au cours normal des choses. En ce sens, elle est une activité qui ne peut que détonner avec le besoin d'unité et de solidarité en ces temps qui demeurent incertains et avec l'espoir dominant d'un «retour à la normale».

Or on ne *revient* pas à la normalité. On la construit, notamment à travers des gestes, des mots et des manières de voir. La normalité qui vient en est une où certaines formes traditionnelles d'expressions politiques auront perdu en légitimité et en acceptabilité. Et cela ne devrait pas nous laisser indifférents.

1 Cf. «N.L. government proposing 'safe zone' around clinics after weekend anti-vax protest». Article de la CBC NL, publié en ligne le 10 janvier 2022.

2 Cf. «N.L. government proposing 'safe zone'...».

3 Cf. «Protesters disrupted COVID-19 booster shot clinic in St. John's, Eastern Health says». Article de la CBC, publié en ligne le 9 janvier 2022.

4 Cette «aventure judiciaire» s'allongea sur quatre ans, prenant fin au début du mois dernier. Cf. Evan Careen, «Muskrat Falls protesters' court battle ends after more than four years». Article de SaltWire, publié en ligne le 5 janvier 2022.

5 Tous ces qualificatifs sont extraits de commentaires sous différents articles de nouvelles traitant de grèves, de manifestations, de résistances citoyennes.



Pêches et Océans  
Canada

Fisheries and Oceans  
Canada

Garde côtière  
canadienne

Canadian  
Coast Guard

### Navire *NORTHERN TIP*, basé à Sydney, en Nouvelle-Écosse

La ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne considère que le navire *NORTHERN TIP*, situé à Sydney, en Nouvelle Écosse, constitue une menace de pollution puisqu'il pourrait rejeter des polluants.

En vertu de l'alinéa 180(1)(a) de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*, la Ministre peut prendre les mesures qu'elle estime nécessaires pour réparer, contrer, réduire au minimum, ou prévenir les dommages attribuables à la pollution incluant l'action de s'en débarrasser en le vendant, en le démantelant, en le détruisant ou autrement.

Il s'agit d'un avis officiel de l'intention de la Ministre de retirer le navire *NORTHERN TIP*.

Toute personne ayant un privilège ou un autre intérêt dans ce navire, ou des questions, doit communiquer avec l'Unité d'intervention environnementale de la Garde côtière canadienne au DFO.CCGATLResponse-ReponseATLGCC.MPO@dfo-mpo.gc.ca d'ici le 9 février 2022.

Canada



Pêches et Océans  
Canada

Fisheries and Oceans  
Canada

Garde côtière  
canadienne

Canadian  
Coast Guard

### Avis d'intention de procéder à l'enlèvement d'un navire en vertu de l'article 36(a) de la *Loi sur les épaves et les bâtiments abandonnés ou dangereux*

UNE ÉPAVE – *Jonathan & Meghan* – située aux coordonnées 49.49875, -55.71727, à Little Harbour, dans la communauté de Pilley's Island (T.-N.-L.) – présente actuellement un danger pour le milieu marin.

Conformément à l'article 39 de la *Loi sur les épaves et les bâtiments abandonnés ou dangereux*, le présent avis sert d'avis officiel de l'intention de la ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne de procéder à l'enlèvement du navire dans les 30 jours suivant la date à laquelle le présent avis a été donné.

**Si vous avez des questions ou des informations concernant ce navire, vous pouvez communiquer avec le Programme des navires préoccupants de la Garde côtière canadienne à l'adresse : CCG.ATL.VOC-NP.ATL.GCC@dfo-mpo.gc.ca d'ici le 23 février 2022.**

Canada

## L'écart se creuse au Canada en matière de pauvreté infantile

*Près d'un enfant sur cinq vivrait en situation de pauvreté au Canada d'après le plus récent rapport annuel de l'organisme Campagne 2000. Se basant sur des données de 2019, le Rapport sur la pauvreté des enfants et des familles au Canada 2021 révèle qu'au rythme actuel, il faudra 54 ans pour mettre fin à la pauvreté infantile.*

Près d'un enfant sur cinq vivrait en situation de pauvreté au Canada d'après le plus récent rapport annuel de l'organisme Campagne 2000. Se basant sur des données de 2019, le Rapport sur la pauvreté des enfants et des familles au Canada 2021 révèle qu'au rythme actuel, il faudra 54 ans pour mettre fin à la pauvreté infantile.

Face à la moyenne nationale de 17,7% de mineurs en situation de pauvreté, le Yukon (11,8%) et le Québec (13,9%) se démarquent tandis que le Nunavut (34,4%), la Saskatchewan (28,4%) et le Manitoba (26,1%) font piètre figure.

Une carte interactive indiquant le taux de pauvreté infantile dans chaque circonscription fédérale au pays révèle que c'est dans Churchill—Keewatinook Aski, au Manitoba, que la situation est la plus critique: 64% des enfants y vivent sous la Mesure de faible revenu de la famille de recensement après impôt (FRMFR-ApI).

La circonscription de Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill, en Saskatchewan, suit de près avec 58%.

Cela ne surprend pas la directrice de Campagne 2000, Leila Sarangi, puisque

plusieurs familles autochtones vivent dans ces circonscriptions et qu'elles sont particulièrement touchées par la pauvreté infantile: «Lorsqu'on regarde qui vit avec un taux de pauvreté plus élevé, les Premières Nations, les enfants vivant dans les réserves, 53% vivent dans la pauvreté. Les Inuits, les Métis, les immigrants racialisés et les familles monoparentales ont tous des taux de pauvreté infantile significativement plus élevés, tout comme les enfants handicapés.»

Lancé en 1991, Campagne 2000 «est un mouvement d'éducation publique pan-canadien visant à sensibiliser les Canadiens et à obtenir leur appui à la résolution adoptée en 1989 par tous les partis à la Chambre des communes, qui visait à mettre fin à la pauvreté des enfants au Canada d'ici l'an 2000».

### Calcul du seuil de pauvreté

«Le présent rapport mesure la pauvreté en utilisant la Mesure de faible revenu de la famille de recensement après impôt (FRMFR-ApI), qui correspond à 50% du revenu médian d'une famille d'une certaine taille. Il s'agit d'une mesure relative de la pauvreté qui surveille les varia-

tions dans les conditions de vie et compare les conditions de vie des personnes et des familles à faible revenu à celles du reste de la société.»

«Le seuil officiel de pauvreté au Canada est celui de la Mesure du panier de consommation (MPC) [...] L'Enquête canadienne sur le revenu est la source de données de la MPC. Cette enquête repose sur un petit échantillon et, par conséquent, elle est sujette à un plus grand nombre d'erreurs d'échantillonnage. Aussi, elle exclut beaucoup de groupes dont les taux de pauvreté sont élevés, comme les personnes vivant dans les territoires et les membres des Premières Nations vivant dans une réserve.»

### La pauvreté infantile augmente dans certaines régions

Leila Sarangi s'inquiète aussi du fait que, pour la première fois depuis 2012, «les enfants des familles qui sont dans la pauvreté sont encore plus pauvres. L'écart qui les sépare du seuil de pauvreté s'est creusé davantage».

La coautrice du rapport note également que si le taux national de pauvreté in-

fantile a diminué de 0,5% entre 2018 et 2019, celui de Terre-Neuve-et-Labrador, du Yukon et du Nunavut a plutôt augmenté – une tendance également observée dans les années précédentes par l'organisme Campagne 2000.

«Cela démontre que les gouvernements provinciaux et municipaux doivent vraiment passer à la vitesse supérieure et mettre en place des programmes appropriés en matière de logement, de garde d'enfants et d'aide au revenu», soutient Leila Sarangi, qui souhaiterait aussi voir plus de transparence des provinces par rapport au Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS).

Le gouvernement définit ce dernier comme un «transfert fédéral en bloc aux provinces et aux territoires pour soutenir l'éducation postsecondaire, l'aide sociale et les services sociaux, ainsi que le développement de la petite enfance et l'apprentissage et la garde des jeunes enfants». Or, Leila Sarangi déplore que les provinces n'aient «pas de comptes à rendre» quant à l'efficacité des programmes mise en place grâce à ces fonds.

SUITE EN PAGE 7



## Les aînés en savent beaucoup, mais il y a toujours plus à savoir.

Pour vieillir en toute sécurité, renseignez-vous sur les programmes et services pour les aînés, comme les avantages du Régime de pensions du Canada, les changements au Supplément de revenu garanti et la prévention de la fraude.

Rendez-vous à [Canada.ca/aines](https://Canada.ca/aines) ou appelez au 1 800 O-Canada (1 800 622-6232)



## SUITE DE LA PAGE 6

**COVID-19: une baisse, puis une hausse**

Le rapport de 2021 se base sur des données qui précèdent la pandémie. Pour le prochain rapport, qui prendra en compte les mesures fiscales mises en place par le gouvernement fédéral en réponse à la COVID-19, Leila Sarangi s'attend une diminution un peu plus accentuée du taux de pauvreté infantile.

«La Prestation canadienne d'urgence, je pense qu'environ 75% de cette somme a été versée à des personnes à faible revenu qui ont perdu leur emploi et qui ont

eu accès à cette allocation. Mais lorsque vous travaillez à temps partiel ou de manière précaire, ces 2000\$ par mois représentent plus que ce que vous gagneriez en travaillant au salaire minimum», relève la directrice de Campagne 2000.

Néanmoins, elle prévoit que «dans les années qui suivront, le taux de pauvreté infantile augmentera à nouveau parce qu'il n'y a pas vraiment eu d'investissements susceptibles de changer la donne pour les familles à très faible revenu».

Leila Sarangi mentionne à titre d'exemple le programme national de garderies à 10\$ par jour du gouvernement fédéral: «La réduction de 50% des frais de garde d'enfants est un programme destiné à la

classe moyenne qui n'a pas d'incidence sur les familles dont nous parlons. Même une garde d'enfants à 10\$ par jour n'est pas abordable pour les familles dont nous parlons», déplore-t-elle.

**Des opportunités dans l'année à venir**

À son avis, la stagnation du taux de pauvreté infantile continuera tant que le budget de base accordé par le gouvernement fédéral ne sera pas bonifié.

La directrice de Campagne 2000 note qu'en 2015, l'instauration de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) «a vraiment contribué à relever toutes ces familles qui se trouvaient juste sous le seuil de pauvreté». D'autres programmes instaurés en 2017 ont aussi permis d'améliorer la situation de plusieurs familles, «mais depuis, le montant de référence ne fait qu'augmenter en raison de l'inflation» sans que les fonds d'aide ne suivent.

«C'est comme si le gouvernement se disait: "Nous avons mis en place l'Allocation canadienne pour enfants, nous avons créé la première Stratégie canadienne de réduction de la pauvreté, nous avons fait ce que nous avions à faire en matière de pauvreté et maintenant on passe à autre chose", regrette Leila Sarangi, qui dénonce aussi que «les objectifs fixés par le gouvernement fédéral dans cette stratégie sont extrêmement bas».

La lueur d'espoir réside pour elle dans le fait que la pandémie a exposé que «le gouvernement peut bouger très rapidement. [...] La crise a aussi mis en évidence de véritables lacunes de nos systèmes et nous ne pouvons plus fermer les yeux, et le gouvernement ne peut plus



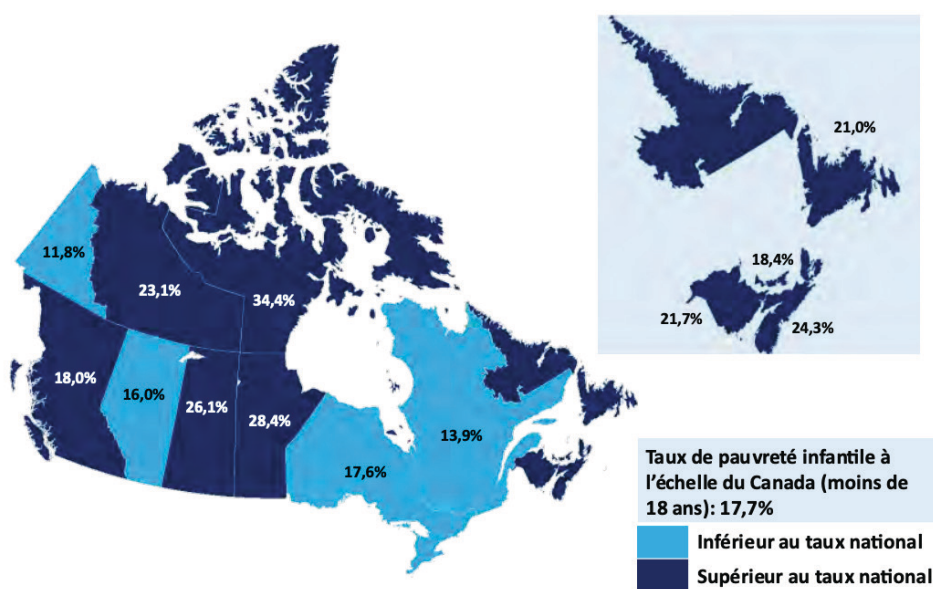
**Leila Sarangi est la directrice générale de Campagne 2000, un organisme dont la mission est d'éradiquer la pauvreté infantile et auquel participent plus de 120 partenaires nationaux, communautaires et provinciaux.**  
Photo: Courtoisie Leila Sarangi

fermer les yeux et donner des excuses, ce qui crée beaucoup d'opportunités pour nous dans l'année à venir».

«Je pense que si le gouvernement ne saisit pas cette opportunité pour résoudre certains de ces problèmes, cela créera des problèmes non seulement dans les prochaines années, mais aussi pour cette génération qui grandit dans une pandémie. Cela aura des effets à long terme sur leur santé mentale et d'autres types d'impacts auxquels nous devons vraiment penser tout de suite», termine Leila Sarangi.

Au total, le rapport propose 60 recommandations «portant sur les inégalités, la sécurité du revenu, le logement, les services de garde à l'enfance, le travail décent et les soins de santé» pour lutter contre la pauvreté infantile. Des rapports provinciaux et territoriaux sont également disponibles sur le site Web de Campagne 2000.

Graphique 1 : Taux de pauvreté infantile au Canada (moins de 18 ans)



Taux de pauvreté infantile au Canada (moins de 18 ans). Photo: Rapport 2021 de Campagne 2000

[www.horizontnl.ca](http://www.horizontnl.ca)

**HORIZON  
TNL**

*Développement économique  
Economic Development*

ANCIENNEMENT RDÉE TNL

I EMPLOI I RECRUTEMENT I ENTREPRENEURIAT I

AU SERVICE DES FRANCOPHONES DEPUIS 20 ANS.

CONTACTEZ-NOUS :  
[services@horizontnl.ca](mailto:services@horizontnl.ca)



Le pensionnat St. Mary's River School. Photo: Archives The Rooms



Le pensionnat Nain Residential School. Photo: Archives Them Days

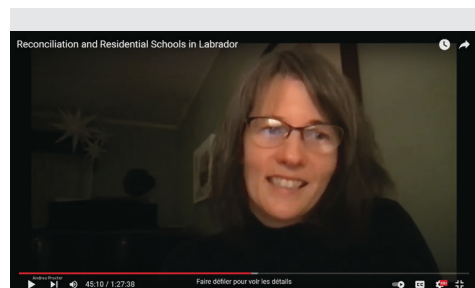
## LA RÉCONCILIATION PAR L'INTROSPECTION

Le 27 janvier 2022 s'est tenu en ligne un événement consacré aux pensionnats autochtones de la province. La conférence virtuelle, intitulée «Reconciliation and Residential Schools in Labrador», a été animée par Dr. Andrea Procter, anthropologue et chercheuse indépendante. Après avoir présenté l'historique de la colonisation au Labrador et la colère et la souffrance des Inuits provoquées par leur expérience dans les pensionnats la chercheuse affirme que seule une attitude introspective et engagée face à l'histoire troublante du colonialisme au Labrador peut permettre la réconciliation avec les peuples inuits.

David Beauchamp | IJL – Réseau.Presse – Le Gaboteur

La conférence débute avec ce qui est devenu d'usage au Canada: une reconnaissance des terres ancestrales et un appel à la réconciliation et au dialogue. Cette pratique s'est vite répandue suite à la publication du rapport de la Commission de vérité et de réconciliation au pays, mais pour les Autochtones qui ont vécu les pensionnats, de simples mots sont insuffisants face aux dégâts causés par les pensionnats et par l'absence de reconnaissance de leur histoire.

Pendant sa conférence tenue fin janvier, Dr Andrea Procter, autrice du livre *A Long Journey: Residential Schools in Labrador and Newfoundland*, présente les raisons de cette insuffisance.



La conférence, menée par Dr. Andrea Procter, est accessible en ligne sur le site web de la Société historique de Terre-Neuve-et-Labrador ([www.nlhistory.ca](http://www.nlhistory.ca)) ou sur YouTube sur le lien suivant: [www.youtube.com/watch?v=ntxR1VE0oDQ](https://www.youtube.com/watch?v=ntxR1VE0oDQ)  
Capture d'écran: Cody Broderick

### LA RÉCONCILIATION PAR LA RECONNAISSANCE

L'anthropologue commence son exposé en parlant du devoir de mémoire. Pour elle, la partie essentielle de la réconciliation est de reconnaître le passé (et le présent) colonial pour repenser nos propres perspectives. Après avoir publié un récit historique sur les six pensionnats de Terre-Neuve-et-Labrador à travers les témoignages d'anciens élèves en septembre 2020, elle plonge plus profondément dans le sujet.

Sa question essentielle: «Comment utiliser ce savoir pour devenir de meilleures personnes?»

Bien qu'il soit facile de condamner les autres et d'adopter une position pares-

seuse pour être «du bon côté de l'histoire», selon la chercheuse, cette position ne nous encouragerait pas à faire preuve d'introspection et de reconnaître les erreurs du passé. Un premier pas: il faut regarder l'histoire de la colonisation à Terre-Neuve et au Labrador pour ce qu'elle est.

Quand Terre-Neuve-et-Labrador est devenu une province canadienne en 1949, il n'y avait aucune mention des Autochtones dans les conditions de l'union. Ainsi, la *Loi sur les Indiens*, adoptée pour la première fois par le gouvernement fédéral en 1876, ne sera pas appliquée dans la province jusqu'en 1980, lorsque les revendications des Mi'kmaq de Conne River seront finalement reconnues devant les tribunaux.

Malgré ce *vide juridique* sur le territoire de la province, les ordres missionnaires et les pensionnats ont opéré de manière similaire à ce qui se faisait ailleurs au pays.

### L'ÉGLISE MORAVE ET LE DR. GRENFELL

Les pensionnats et les écoles étaient administrés par deux organisations principales: l'ordre religieux des Frères moraves et la International Grenfell Association (IGA), une association visant à offrir des soins médicaux en plus de donner accès à une éducation générale aux enfants inuits. L'association est fondée officiellement en 1914 par le chirurgien et missionnaire britannique Dr. Wilfred T. Grenfell qui avait déjà passé plus de 20 ans au Labrador pour y prodiguer des soins de santé et éduquer les enfants inuits.

Pendant la conférence, Procter décrit le Dr. Grenfell comme quelqu'un qui n'hésitait pas à sortir les enfants de leur communauté. À propos du nombre d'enfants qu'il envoyait chez des familles américaines ou britanniques ou à l'Orphelinat de St. Anthony, elle le cite: «Dans mon enfance, je collectionnais des timbres, des papillons et des œufs d'oiseaux. Quand nous avons navigué jusqu'au Labrador cependant... j'ai commencé à collectionner des enfants» [traduction libre].

Grenfell, tout comme les religieux de l'Église morave, n'hésitait pas à prendre

des décisions drastiques pour les Inuits quant à leur avenir pour qu'ils deviennent «heureux et épanouis». Ceci passait notamment par le fait de les voir en grand nombre dans les écoles et les pensionnats.

### LA COLONISATION PAR L'ÉDUCATION

Selon l'anthropologue, les pensionnats servaient de «lieux de négociations et de conflits entre les communautés inuites et [ces organisations]». Pour le peuple autochtone, les établissements scolaires ne sont pas un concept nouveau: les origines de la présence européenne et de leurs écoles remontent jusqu'au 18e siècle. D'ailleurs, à partir de cette époque, les Frères moraves enseignaient aux enfants en inuktitut, ce qui, pour certains Inuits présents lors de la conférence, comme Mary Sillett, a permis de conserver leur langue maternelle.

Les Inuits ont accordé leur confiance à ces institutions, les seules qui donnaient une instruction et des services éducatifs aux enfants de la région. Cependant, les Inuits ont toujours été en désaccord avec le modèle des pensionnats et l'idée de voir leurs enfants éloignés pendant des mois, voire des années. Avoir les enfants à la maison après l'école leur aurait permis de garder un lien familial et culturel fort en plus de pouvoir leur transmettre les savoirs et les valeurs inuits.

Du côté de l'Église morave et de l'IGA, ils ne voyaient pas les Inuits comme leurs égaux. Selon les recherches de Procter, les missionnaires et le personnel de l'association entretenaient l'idée que les parents inuits étaient pauvres spirituellement et trop «sales» et indignes pour éduquer les enfants. Le rôle éducatif de ces deux institutions était donc conçu en vue de «protéger» les enfants de la pauvreté et de leur propre culture, jugée impure.

### «C'EST POUR VOTRE BIEN»

Une des manières dont les Frères moraves et l'IGA mesuraient le succès de l'éducation qu'ils donnaient était de savoir «à quel degré les enfants ont "changés" lors de leurs passage aux pensionnats». Ils

se fiaient, entre autres, à l'incapacité de la famille de se connecter avec l'enfant, considéré comme un succès puisqu'il aurait adopté des valeurs et des comportements plus «civilisés».

L'hygiène corporelle était souvent un prétexte pour juger du caractère inférieur des Inuits. Plusieurs pensionnats ont instauré des principes de discipline dont l'hygiène personnelle était un des piliers. Ils devaient être adoptés collectivement par les Inuits par la suite grâce au retour des enfants dans leurs familles.

Les deux organisations utilisent toujours aujourd'hui leur contribution pour l'éducation des Inuits pour se défendre de leurs mauvais traitements. Ces derniers se sentaient pris au piège, puisqu'ils se sentaient obligés d'être reconnaissants envers les Européens pour «leurs efforts et leur argent». Cette structure faisait en sorte que les Inuits ne pouvaient pas critiquer ouvertement le traitement qu'ils ont subi, et ce jusqu'à très récemment.

### «NOUS AVONS TOUS UN RÔLE À JOUER»

La conférencière souligne qu'historiquement et actuellement, «nous avons tendance à nous positionner comme témoins innocents, ce qui reproduit les comportements des [institutions] qui se voyaient comme des bonnes personnes et donc incapable de faire du mal aux Inuits.»

«Aujourd'hui, nous faisons du mal en assumant l'autorité sur des peuples ou en nous concentrant sur leurs faiblesses».

Pour l'anthropologue, le but ultime de la réconciliation est de créer un nouveau cadre de relations sain avec les Inuits (et tous les Autochtones) sans leur causer de violences en plus d'éliminer les rapports de pouvoir coloniaux qui continuent de s'imposer sur eux. Ceci implique de repenser nos rapports et de prendre conscience de nos propres biais et préjugés. Cette réconciliation passe nécessairement par une éducation sur l'histoire des pensionnats. Cette dernière n'est pas seulement une responsabilité scolaire, mais dépend aussi de notre volonté d'en parler entre nous.

Cody Broderick

# OÙ ET QUAND: LES PENSIONNATS DE TNL

Les six pensionnats que comptait Terre-Neuve-et-Labrador sur son territoire sont souvent oubliés dans la discussion nationale des pensionnats autochtones parce qu'ils ont été ouverts avant l'entrée de la province au sein de la confédération canadienne. Voici un petit historique de ces institutions.

## **NAIN BOARDING SCHOOL** NAIN

À Nain, les cours étaient d'abord donnés dans le poste de colonisation, mais après l'ouverture du pensionnat de Makkovik, dans les années 1920, la fréquentation scolaire à Nain avait chuté. Lorsque la Compagnie de la Baie d'Hudson a pris le monopole du commerce des fourrures dans la région, le révérend morave Paul Hettasch s'est tourné vers le sud pour trouver une solution afin de poursuivre l'éducation morave dans le Nord. Le commandant américain Donald MacMillan, qui connaissait bien le Labrador, a répondu à l'appel et a fait don de fonds et de matériaux pour construire une nouvelle école. L'école a ouvert ses portes en 1929 et était censée être bilingue anglais/inuktitut, mais elle a rapidement fait l'objet d'une ségrégation et a finalement été transformée en un établissement entièrement anglophone. Parmi les sévices endurés par les enfants, un enseignant a un jour plâtré la bouche des enfants qui se comportaient mal en 1931. L'école a fermé ses portes en 1973.

## **MAKKOVIK BOARDING SCHOOL** MAKKOVIK

Les missionnaires moraves se sont installés à Makkovik au milieu des années 1890, construisant une station pour les colons et une église dans la région. Le frère Hermann Jannasch et le révérend Walter Perrett, ont commencé à y enseigner en 1898. Les élèves étaient logés dans la maison d'un serviteur de la chapelle locale et dans la maison de la mission, mais la construction d'une école à deux étages a commencé en 1914. Le nombre d'enfants qui y résidaient augmentait au point où en 1925, l'école dût déménager dans la maison de la mission originale. Le bâtiment a été transformé en poste de soins infirmiers, puis finalement, a été sous-utilisé. Le manque éventuel d'utilisation du bâtiment lui a valu le surnom de «The White Elephant» (en français, «l'éléphant blanc»). L'école ferme officiellement en 1960 et aujourd'hui, le bâtiment du «White Elephant» sert de musée communautaire de Makkovik.

## **LOCKWOOD SCHOOL** CARTWRIGHT

La première tentative d'établissement d'une institution éducative dans le sud du Labrador a été faite par l'Église anglicane au milieu des années 1800, à Battle Harbour. Les enseignants itinérants séjournaient d'abord à court terme chez les familles puis au début des années 1900, des écoles d'été ont été créées autour de Sandwich Bay. Ces écoles ont été dévastées par la grippe espagnole en 1918, et le révérend Henry Gordon a fait pression pour qu'une nouvelle école et un orphelinat soient construits dans la région. Lorsque des matériaux pour construire des cercueils pour les victimes de la grippe espagnole ont été envoyés trop tard, le bois a été utilisé afin de construire un pensionnat à Muddy Bay, qui a ouvert ses portes en 1920 sous le nom de la Labrador Public School. Peu après, l'école a brûlé et la International Grenfell Association (IGA) a ouvert l'École Lockwood en 1930. Un autre incendie a ravagé le dortoir, mais un nouveau bâtiment de quatre étages a été construit pour le remplacer. Les enfants venant de l'extérieur de Sandwich Bay étaient souvent séparés de leur famille à plus long terme, restant au pensionnat même pendant les congés de Noël et de Pâques. Après avoir soumis les enfants à des abus pendant des années, le pensionnat a fermé ses portes en 1964 et le dortoir a été finalement démoli dans les années 1990.

## **PRINCETON SCHOOL** MARY'S HARBOUR

Un pensionnat a été ouvert à Mary's River (maintenant Mary's Harbour) entre 1931 et 1938, mais comme il a fermé avant que Terre-Neuve-et-Labrador ne devienne une province canadienne, il est souvent omis des excuses des politiciens. Dans les années 1930, l'IGA a déménagé ses activités de Battle Harbour à Mary's River et des bénévoles de l'Université de Princeton sont venus aider à construire le pensionnat, lui donnant ainsi son nom. Son fondateur, le médecin suisse Herman Moret, s'est aliéné les résidents de Mary's Harbour en exerçant son autorité sur les terres, mais en 1935, il est retourné en Suisse. En 1938, l'école est fermée et la plupart des élèves ont été transférés à l'École Lockwood. Lorsque Mary's Harbour s'est repeuplée dans les années 1960 après le programme provincial de réinstallation, l'administration de l'école a été reprise par l'Église anglicane.



## **YALE SCHOOL** NORTH WEST RIVER

Sans école, les enseignants de la région de Lake Melville et de Hamilton Inlet, au Labrador, devaient se déplacer d'une communauté à l'autre pour enseigner. Après son arrivée au Labrador en 1912, le Dr Harry Paddon a joué un rôle de catalyseur dans la construction d'un pensionnat à North West River, inspiré du travail des missionnaires moraves dans le nord du Labrador. D'abord ouvert comme un hôpital offrant des cours un jour par semaine, le bâtiment s'est transformé en pensionnat en 1926 grâce à un don important de l'Université Yale, qui a également donné son nom à l'école. Paddon a souvent tiré parti du Children's Act de 1921, qui permettait aux magistrats comme lui de prendre en charge des enfants lorsqu'ils le jugeaient nécessaire. À un moment donné, le manque de ressources éducatives dans le reste du sud du Labrador avait créé un boom d'élèves, mais après la fondation de Happy Valley et de sa base militaire dans les années 1940, les habitants de la région ont afflué vers des services plus modernes. Afin de se maintenir à flot, le pensionnat s'agrandit pour construire une nouvelle école secondaire et un dortoir, alors que l'école de Yale devient une école primaire au début des années 1970. L'IGA a fermé l'établissement en 1980.

## **ST. ANTHONY'S ORPHANAGE** ST. ANTHONY

La construction de l'Orphelinat St. Anthony a commencé en 1904 sous l'initiative de la mission Grenfell et l'établissement sera inauguré en 1906. Construit à l'origine pour une capacité de 25 enfants, des rénovations en 1909 ont permis à l'orphelinat d'en accueillir le double, une expansion que Wilfred Grenfell attendait avec impatience. Avec la police à ses côtés, Grenfell contraignait les parents à confier leurs enfants à l'orphelinat. D'autres rénovations ont lieu et en 1922, un nouveau bâtiment en briques est construit. Après des années d'abus sexuels et physiques derrière les portes de l'orphelinat, les années 1960 marquent la fin de l'institution. Suivant l'ouverture d'une nouvelle école régionale en 1964, l'orphelinat a eu moins de place dans la ville, et a fini par fermer en 1979.

# UN LONG CHEMIN DÉTAILLÉ DANS UN LIVRE

David Beauchamp

La conférence menée par Andrea Procter le 27 janvier dernier s'appuyait sur divers éléments tirés de son livre *A Long Journey: Residential Schools in Labrador and Newfoundland*, publié en septembre 2020 en réaction au sort des autochtones de la province, longtemps ignoré.

Lors des premières démarches de réconciliation entamées en 2008, Stephen Harper avait fait abstraction des victimes des pensionnats de la province et avait omis de présenter des excuses à ces dernières. L'ancien premier ministre expliquait que la province de Terre-Neuve-et-Labrador n'a rejoint le Canada qu'en 1949, et que le pays n'était donc pas responsable des pensionnats créés avant cette date. Ce n'est qu'en 2017 avec le passage de Justin Trudeau à Happy Valley-Goose Bay que des excuses officielles du gouvernement fédéral canadien sont présentées. Des excuses qui se seront faites attendre longtemps.

**«La vérité pour nous au Labrador a été dite à plusieurs reprises et [...] cela nous fait mal, et nous fait souffrir en tant que peuple du Labrador, en tant qu'Inuit, et en tant qu'Innu de ne pas avoir été crus. Notre vérité n'a pas été intégrée dans les excuses [...] et notre seul recours sont les tribunaux canadiens.»**

**CHARLOTTE WOLFREY**  
leader inuit à Rigolet<sup>1</sup>

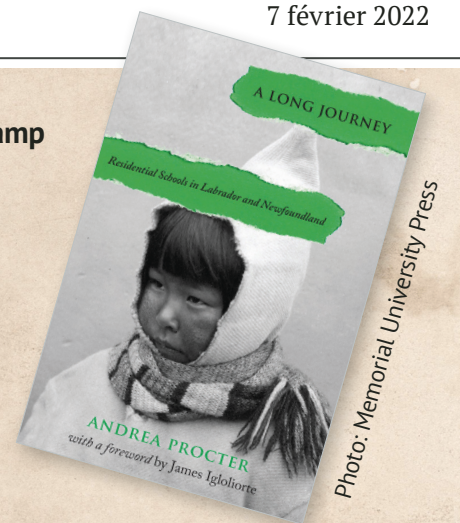
Dans son ouvrage, Andrea Procter raconte sans détour cette vérité et comment ces institutions font partie d'un bloc colonial global. Même si les pensionnats du Labrador et de Terre-Neuve n'étaient pas dirigés par le gouvernement fédéral à proprement parler, ils partageaient malgré tout les mêmes objectifs: convertir les enfants autochtones au christianisme, et plus tard, «civiliser»

les peuples inuits afin de les intégrer à la société blanche et occidentale.

**«Les pensionnats faisaient partie d'un plus grand ensemble de colonisation. Il y avait une intention; les écoles étaient là pour changer les gens, pour les rendre identiques aux autres et les rendre mésadaptés [à leur mode de vie traditionnel]. Aujourd'hui [...] il faut apprendre à décoloniser.»**

**SHIRLEY FLOWERS**  
ancienne élève originaire de Rigolet<sup>2</sup>

Composé en quatre parties, le livre de Procter raconte l'histoire des peuples du Labrador avant la colonisation pour ensuite présenter l'histoire de ces peuples après l'arrivée des mission-



naires européens au 18<sup>e</sup> siècle, soit l'Église morave et l'Association internationale de Grenfell et leur administration des pensionnats. Chacun des pensionnats est présenté de manière individuelle ce qui permet d'apprécier l'étendue et la complexité du processus de colonisation dans la province ainsi que le rôle qu'ont joué ces institutions religieuses dans ce processus. Des anciens élèves témoignent également de l'impact que leur expérience aux pensionnats ont eu sur eux alors que plusieurs souffrent encore aujourd'hui des séquelles de cette expérience.

<sup>1</sup> traduction libre, *A Long Journey: Residential Schools in Labrador and Newfoundland*, page 3. | <sup>2</sup> traduction libre, *A Long Journey: Residential Schools in Labrador and Newfoundland*, pages 4 et 5.

Le livre est disponible pour emprunt dans les bibliothèques publiques de la province: [nlpl.ca](http://nlpl.ca)

Plus d'informations sur le livre se trouve sur le site web Arctic Focus,

**A Long Journey: Residential Schools in Labrador and Newfoundland | Arctic Focus**

**À propos de l'autrice:** Andrea Procter est doctorante en anthropologie de l'Université Memorial. Elle est chercheuse indépendante et a travaillé plus de vingt ans en collaboration avec les Inuits. En 2017, elle a rejoint le projet Newfoundland and Labrador Healing and Commemoration avec James Igloliorte afin de documenter l'histoire des pensionnats au Labrador.

## CULTURE

Marie-Michèle Genest

# Lever le rideau sur la diversité culturelle

*À défaut de pouvoir s'y rendre, c'est le théâtre qui vient à nous; chaque mardi, une nouvelle vidéo fait son apparition sur les réseaux sociaux de la compagnie Perchance Theatre, ancrée dans la petite communauté de Cupids. À travers le projet virtuel The Power of One: World Classics, des Terre-Neuviens et des Labradoriens d'origines ou de cultures diverses nous font cadeau de courtes histoires filmées mettant en lumière leur héritage culturel et linguistique.*

«Monsieur le coq, à partir de maintenant, chaque matin, nous allons jeter des grains de mil, de maïs, et de blé partout dans le village que vous allez pouvoir picorer à votre guise pour vous remercier», récite Navel Sarr dans la langue de Molière, les yeux plongés dans l'objectif de la caméra. Vêtu d'un boubou bleu azur s'harmonisant avec le hangar jaune et rose qui fait office de décor, ce gestionnaire informatique au Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador nous raconte l'histoire d'un coq vexé de ne pas être reconnu à sa juste valeur. Capté à Outer Cove, sur une ferme familiale d'où s'échappent bruissements d'ailes et gloussements de poules, le conte sénégalais nous transporte dans la chaleur de l'Afrique de l'Ouest et nous fait oublier pendant un court moment la grisaille terre-neuvienne.

Navel Sarr est l'un des 24 artistes que les amateurs d'histoire pourront entendre au cours des prochains mois dans le confort de leur maison. Né en Mauritanie, ayant grandi au Sénégal et arrivé au pays il y a une quinzaine d'années, ce Terre-Neuvien d'adoption depuis 5 ans navigue avec aisance entre ses racines africaines et la culture canadienne. Fortement impliqué dans sa communauté à bâtir des ponts entre les citoyens et à promouvoir la culture africaine et afro-descendante, notamment grâce au St. John's African Roots Festival (SAR-

Fest) qu'il a fondé en 2019, c'est avec enthousiasme que ce grand gaillard a pris part à ce projet rassembleur: «Moi, c'est dans ce contexte-là que j'ai accepté de faire l'histoire, c'est ma contribution, si on peut avoir plus de diversité dans la société, pourquoi pas», explique humblement celui qui encourage les immigrants à prendre la place qui leur revient dans la société terre-neuvienne.

### Redéfinir le théâtre classique

D'abord reconnue pour faire la part belle au théâtre classique et particulièrement à l'œuvre de William Shakespeare, la troupe du Perchance Theatre s'est laissé dévier de sa trajectoire habituelle, en troquant la collerette et les pantalons bouffants du dramaturge britannique pour faire place à d'autres habits traditionnels du monde. La directrice artistique de la compagnie théâtrale, Danielle Irvine, ainsi que les membres de son équipe désiraient trouver un moyen d'offrir une vitrine et une expérience rémunérée aux artistes qui ne se reconnaissaient pas nécessairement dans les médias traditionnels ou dans l'art classique. «On a eu plusieurs conversations saines et stimulantes à propos du colonialisme, du modèle eurocentrique et de la définition du théâtre classique», affirme celle qui souhaitait créer un espace inclusif et accueillant pour tous. «On a tiré sur un fil et c'est ce qu'on a trouvé», image-t-elle.

Un bon filon, si on se fie au nombre de vues que les premières vidéos ont engendrées sur Facebook. «Ils étaient ouverts à tout ce que je proposais», s'enthousiasme Navel Sarr, également surpris par la popularité et la portée du projet, lui qui ignorait tout de l'existence de la troupe avant de participer à l'aventure. «Je pensais que c'était juste une petite affaire, ici, à St. John's, et que personne ne les connaissait», rigole-t-il.

Il faut dire que le format court des vidéos s'insère bien dans l'horaire chargé du public. Selon Danielle Irvine, elles sont comme des petites collations visuelles qui se dégustent aussi bien avec un thé qu'un café, lors d'une pause au travail. «C'est un petit moment d'espoir dans la journée en ces temps difficiles», résume en français la directrice artistique, visiblement en amour avec son projet.

### Des histoires universelles et intemporelles

Quel est le lien entre les histoires acadiennes, allemandes, ougandaises ou iraniennes du projet *The Power of One: World Classics* et celles du populaire auteur anglais ayant vécu il y a quelque 400 ans? Elles sont toutes porteuses de thèmes universels qui unissent les humains entre eux. «On a cherché des histoires, des pièces de théâtre ou des contes qui sont passés à travers les

générations d'une famille ou d'une culture d'une société parce que Shakespeare, pour moi, racontait des histoires d'amour, de jalousie, d'ambition, de vieillesse ou de politique», nous rappelle Danielle Irvine.

La vidéo est un médium qui sied bien à la transmission de ces histoires sans âge et à la tradition orale, omniprésente au sein de nombreuses cultures, notamment sur le continent africain. Destinés d'abord à l'éducation des enfants, les contes, qui ont rarement des auteurs officiels, servent aussi de ludique rappel aux adultes. Par exemple, l'histoire narrée par Navel Sarr, «Le coq fâché», souligne l'importance d'être reconnaissant, aussi bien envers les humains que la vie. Ce dernier y ajoute même son interprétation personnelle. «C'est pour élever les consciences et de se dire que chacun de nous a un rôle très important à jouer», expose-t-il.

Emballée par le projet, Danielle Irvine promet de maintenir le projet à flot dans les prochaines années. «On ne fait que gratter la surface, c'est la pointe de l'iceberg», dit-elle en riant. À défaut de naviguer de port en port, la scène du Perchance Theatre, constituée de plusieurs pièces de bateaux à voiles, voyagera d'écran en écran en transportant à son bord des histoires de différents bouts du monde.

## SUITE DE LA PAGE 2

### «Asymétrie d'informations» entre le gouvernement et les parlementaires

Les comptes publics contiennent le détail des dépenses et des revenus pour l'année financière précédente. Leur retard a «miné» le travail des parlementaires, selon le DPB.

Yves Giroux estime que ces derniers ont été forcés de «prendre les allégations du gouvernement un peu comme une parole d'Évangile, sans avoir la capacité de vérifier le bienfondé des allégations du gouvernement».

Il note que la rétroaction des électeurs ou les sources indépendantes comme les rapports du DPB ne sont «pas aussi étoffées que le détail des transactions gouvernementales. Il y a donc une asymétrie d'informations».

«Le gouvernement dispose de beaucoup de renseignements pour étayer ses demandes de fonds, alors que les parlementaires n'ont pas accès aux mêmes éventails de renseignements pour réfuter les dires du gouvernement si jamais ils ne sont pas d'accord», pointe Yves Giroux.

### Comptes publics et mises à jour

Les comptes publics sont les rapports financiers du gouvernement pour l'année qui s'est écoulée, tandis que les mises à jour économiques et budgétaires présentent de l'information sur l'état actuel de l'économie, à savoir si celui-ci s'est amélioré ou détérioré comparativement à ce qui était prévu dans le budget précédent.

La mise à jour est une occasion de mettre à jour les hypothèses du budget, mais les gouvernements s'en servent aussi souvent pour annoncer de nouvelles mesures, explique Yves Giroux.

conde est que les rapports sur les résultats ministériels soient publiés au plus tard le 30 septembre et la dernière implique de publier les comptes publics vérifiés avant leur dépôt à la Chambre des communes, dans les cas où le Parlement ne siègerait pas pendant l'automne.

Cette dernière recommandation permettrait au gouvernement de publier ces documents sur le site avant qu'ils ne soient déposés formellement à la Chambre, complète Yves Giroux.

Daniel Blaikie, porte-parole des Finances au sein du Nouveau Parti démocratique (NPD) et député d'Elmwood—Transcona, au Manitoba, estime que la situation des retards n'est «pas acceptable».

Le parti néodémocrate n'a toutefois pas encore pris position sur le sujet et ne compte pas le faire pour le moment. Les conservateurs ne sont pas non plus prononcés sur la question.



Geneviève Tellier est professeure de sciences politiques à l'Université d'Ottawa, spécialisée dans l'étude des politiques budgétaires et des finances publiques des gouvernements fédéral et provinciaux. Photo: Martin Roy - Le Droit



Yves Giroux a été nommé directeur du budget parlementaire en 2018. Photo: Courtoisie BDPB

### Corriger le tir

Le rapport propose trois recommandations pour empêcher le gouvernement de publier les comptes publics trop tard, ce qui peut obstruer le travail des parlementaires, surtout quand ils doivent approuver des dépenses liées à une crise.

La principale est d'avancer au 30 septembre la date de publication requise des comptes publics, présentement fixée au 31 décembre. La se-

Daniel Blaikie explique que «si le gouvernement n'est pas prêt [à modifier lui-même la Loi sur la gestion des finances publiques], on aurait besoin d'un projet de loi privé, ça prendrait du temps. Il faudrait un député qui présenterait un projet de loi qui a une place assez haute dans la liste prioritaire. Ce serait quand même assez difficile de réaliser un tel changement sans avoir la participation du gouvernement. Ce n'est pas une question de votes, mais de qui peut proposer le projet de loi».

La professeure Geneviève Tellier note quant à elle que «les députés votent généralement la ligne du chef de parti. Vu que ce dernier contrôle les nominations et les ressources, si un député du parti au pouvoir lève la voix, il y a toujours la menace

que le premier ministre rétorque en lui enlevant par exemple son comité».

Il n'en reste pas moins que les parlementaires ont le pouvoir de changer toutes les lois, «surtout celles qui sont relatives au Parlement», explique-t-elle.

La politologue observe que «c'est d'ailleurs lors des [sessions] de Parlements minoritaires qu'on a des grandes avancées législatives. Si on prend l'exemple de la création du poste de directeur parlementaire du budget, [il] a été créé en 2006, quand le gouvernement [de Stephen Harper] était minoritaire. Le DPB doit savoir qu'il y a peut-être un bon moment pour faire adopter plus de transparence».

# Il existe maintenant des programmes de soutien financier ciblés

Pour les Canadiens ou les propriétaires  
d'entreprise admissibles qui continuent  
d'éprouver des difficultés en raison de  
la COVID-19 :

- Programme de relance pour les entreprises les plus durement touchées
- Programme de relance pour le tourisme et l'accueil
- Programme d'embauche pour la relance économique du Canada
- Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement

[canada.ca/le-coronavirus](https://canada.ca/le-coronavirus)



LGBTQ2S+

Marianne Dépelteau (Francopresse)

# L'usage du pronom «iel» commence à se préciser

Le pronom «iel» est intégré au dictionnaire Le Robert depuis novembre 2021. Ce pronom neutre de la troisième personne du singulier continue toutefois de susciter de nombreuses questions. Comment l'emploie-t-on? Comment l'accorde-t-on? Va-t-il vraiment demeurer dans la langue française? Des linguistes ont commencé à cibler certaines options.

«L'identité de genre, ce n'est pas quelque chose qu'on voit», explique Marie-Philippe Drouin, à la coprésidence de l'organisme Divergenres, dont la mission est notamment «d'éduquer la population sur les réalités et les enjeux qui touchent la pluralité de genres».

«Comme n'importe quel aspect identitaire, c'est quelque chose qui se ressent, c'est quelque chose qui est autodéterminé. La meilleure pratique quand on est en interaction avec une personne, c'est de se présenter, partager soi-même son pronom, puis de le demander [à l'autre]», ajoute-t-iel.

Pour Marie-Éva de Villers, lexicographe et autrice du *Multidictionnaire de la langue française*, le pronom iel soulève quelques difficultés: «C'est quand même très difficile de savoir à quel moment on emploierait ce terme. C'est peut-être la personne elle-même qui écrit qui parlera d'elle dans un curriculum vitae, car elle ne veut se rapporter ni au genre féminin ni au genre masculin.»

## Comment doit-on l'accorder?

Bien que *Le Robert* n'ait pas précisé les règles d'accord du pronom iel, des linguistes ont commencé à cibler quelques options.

Mylène Roy est linguiste et auxiliaire de recherche au Centre de recherche interuniversitaire du français en usage au Québec (CRIFUQ) de l'Université de Sherbrooke. Selon elle, l'accord au féminin ou au masculin est à la discrétion de la personne en question et «dans ce cas, il faut demander, nécessairement».



Le pronom «iel» est intégré au dictionnaire Le Robert depuis novembre 2021. Photo: Christian Lue (Unsplash)

déjà employée lorsqu'un verbe est conjugué à la seconde personne du pluriel: vous.

Mylène Roy rappelle que de vouvoyer une personne est une manière de l'interpeler sans lui assigner de genre. Les doublets abrégés et le point médian sont surtout utiles lors de l'écriture, mais ne règlent pas le problème de la terminaison à l'oral.

L'organisme Divergenres a d'ailleurs produit un *Guide de grammaire neutre et inclusive* pour expliquer les différentes utilisations de déterminants, de pronoms et de terminaisons.

Il est «assez difficile de savoir sur quoi on s'aligne, admet Mylène Roy. Il y a plusieurs pratiques en ce moment qui ne sont pas figées. Peut-être que si les institutions se prononcent plus dans les prochaines années, on va pouvoir voir un figement dans ces pratiques.»

Selon Marie-Éva de Villers, «dans *Le Robert*, il n'y a pas eu d'indications sur l'accord de ce pronom. Ce qui va arriver, c'est qu'on va l'accorder au masculin. Comme toujours, le masculin va l'emporter, alors là aussi c'est un appauvrissement parce que dans 50% des cas, ça serait au féminin».

Un avis partagé par Mylène Roy: «C'est considéré comme des usages patriarcaux, donc "le masculin l'emporte sur le féminin", c'est un peu un cheval de bataille. Non seulement pour la féminisation, mais aussi pour l'écriture inclusive [...] Par contre, si c'est une personne non-bi-

naire qui décide de se gender au masculin, dans ce cas-là, ça se peut très bien.»

## Un avenir assuré?

Marie-Philippe Drouin rappelle que le pronom iel a émergé dans les communautés francophones il y a plus de dix ans, remplissant ainsi la condition temporelle de l'ajout de ce mot au dictionnaire.

Iel note la dimension utilitaire du mot: «Ce qui est intéressant avec le pronom iel est qu'il désigne une personne non-binaire, mais c'est aussi un pronom qui sert de pronom inclusif.»

En 2018, des données de Statistique Canada ont révélé que près de **75 000** Canadien-ne-s étaient transgenres ou non-binaires.

Iel explique aussi qu'à la différence d'autres pronoms non-binaires, «iel» peut désigner un groupe de personnes qui s'identifient dans les lignes de la binarité, par exemple dans la phrase: «Une centaine de personnes sont ici ce soir, iels attendent avec impatience.»

Marie-Philippe Drouin explique qu'avant la colonisation, un grand nombre de cultures reconnaissaient la non-binarité: «De toutes les époques et partout dans le monde, il y a toujours eu des gens qui

s'identifiaient à l'extérieur de cette binarité homme-femme et ces personnes méritent d'être visibles et d'exister en toute authenticité, d'où la nécessité d'avoir des mots pour les définir.»

Marie-Philippe Drouin rejette l'idée selon laquelle l'ajout du pronom iel à la langue française viendrait la compliquer. Iel insiste cependant pour que le système d'éducation ait le plus grand rôle dans l'outillage de la population.

Malgré un avenir potentiellement prometteur, Marie-Éva de Villers estime que le pronom iel a peut-être été intégré prématurément au *Petit Robert*.

«Quoiqu'en dise le directeur [du *Petit Robert*], pour ma part, je lis beaucoup, je consulte beaucoup les titres de presse ici et en France, et je n'ai à peu près jamais vu le pronom iel employé», rapporte la lexicographe.

«C'est vrai que je ne fréquente pas du tout les réseaux sociaux, mais la fréquence de cet emploi, je ne l'ai pas du tout notée et j'observe quand même beaucoup la langue pour justement intégrer tous les nouveaux mots qui surgissent», ajoute-t-elle.

L'autrice du *Multidictionnaire* de la langue française estime aussi qu'il faut préciser que le pronom iel a été intégré au *Petit Robert* en ligne, pas dans la version imprimée. Mais il se peut fort bien que lorsque les éditions *Le Robert* procéderont à l'impression de la prochaine édition, que le pronom y soit intégré aussi.



Marie-Philippe Drouin rappelle que les personnes non-binaires utilisent le pronom iel depuis plusieurs années. Photo: Courtoisie Marie-Philippe Drouin

La linguiste relève également des terminaisons moins genrées, comme le «ae», le «ez», les doublets abrégés ou même le point médian.

Par exemple, le «ae» peut s'utiliser à l'écrit et à l'oral, comme dans la phrase «Iel est occupé». La terminaison «ez», quant à elle, est

## SCIENCE

Laurie Noreau

(Le Détecteur de rumeurs – Agence Science-Press)

# L'être humain possède 5 sens? Faux!



Photo: Elly Johnson (Unsplash)

C'est une de ces choses que l'on mémorise dès l'enfance: la vue, l'ouïe, l'odorat, le goût et le toucher seraient les cinq sens que possède l'humain. Pourtant, des chercheurs avancent que nous aurions plutôt neuf sens, voire 21. Le Détecteur de rumeurs a démêlé le vrai du faux.

## L'origine des cinq sens

La théorie des cinq sens remonte au savant grec Aristote, il y a 2300 ans. Selon lui, chaque sens est relié à un organe sensoriel. Et il en compte cinq: les yeux, les oreilles, le nez, la langue et la peau.

Des études menées deux millénaires plus tard confirment qu'il en a oublié un qui joue un rôle très important: le système vestibulaire. Situé dans l'oreille interne, il est considéré comme un sixième sens, responsable de notre équilibre. C'est le système vestibulaire qui permet de garder les deux yeux sur un objet, même lorsqu'on bouge la tête. C'est également lui qui nous garde en équilibre, même lorsque nous marchons.

Mais pour en arriver là, il faut d'abord définir ce qu'est un sens. La théorie d'Aristote tenait compte de nos sens externes, c'est-à-dire ceux qui sont reliés

à un organe et qui détectent les changements dans notre environnement. Cependant, il existe aussi des mécanismes internes qui nous informent sur l'état de notre propre corps et sur la façon dont celui-ci réagit aux stimuli extérieurs.

Si on appelle ces mécanismes des «sens», alors la définition peut englober tout ce qui permet de percevoir notre environnement.

Même les sens externes tels que définis par Aristote posent problème: on sait aujourd'hui que chaque sens est lié à un type de récepteur sensoriel, et non à un organe. À elle seule, la peau possède quatre récepteurs sensoriels différents: soit un pour détecter les textures, un pour la température, un pour la douleur et un dernier pour la proprioception (où se trouve notre corps dans l'espace). Autrement dit, ce qu'on regroupait depuis 2300 ans sous le vocable de «sens du toucher» serait plutôt lié à quatre «sens» différents, ce qui porterait le total des sens à neuf, en incluant le système vestibulaire.

## Une vingtaine de sens?

Mais pour certains, la liste ne s'arrête pas là. Ainsi, les récepteurs sensoriels de la peau qui

Parcs  
CanadaParks  
Canada

Canada

## Appel d'offres : date limite reportée Concession alimentaire Lieu historique national de Signal Hill

Parcs Canada fait un appel de propositions pour l'exploitation d'une concession alimentaire dans le centre d'accueil du lieu historique national de Signal Hill.

Parcs Canada signera un permis d'occupation avec le soumissionnaire retenu pour l'exploitation d'une concession alimentaire **pour cinq ans à partir du 15 mai 2022.**

Pour obtenir les documents d'appel d'offres, prière de communiquer avec la personne suivante :

Tamie Marshall  
Agente des biens immobiliers  
Agence Parcs Canada  
902-476-6887  
Courriel : [realtyservicesatlantic-servicesimmobiliersatlantique@pc.gc.ca](mailto:realtyservicesatlantic-servicesimmobiliersatlantique@pc.gc.ca)

Les propositions portant la mention « Numéro de sollicitation : PCA-2021-04-SHNHS » doivent être envoyées à l'adresse courriel indiquée dans l'appel d'offres. Les propositions doivent être déposées **au plus tard à 14 h, heure normale de l'Atlantique, le mercredi 16 février 2022.**

Les seules propositions qui seront considérées seront celles accompagnées des documents nécessaires – comme indiqué dans l'appel d'offres – et reçues avant l'échéance ci-dessus.

Parcs Canada ne s'engage pas à accepter nécessairement une offre, même la plus élevée.

Parcs  
CanadaParks  
Canada

Canada

## Appel d'offres : date limite reportée Concession alimentaire Lieu historique national du Phare-du-Cap-Spear

Parcs Canada sollicite des propositions pour l'exploitation d'une concession alimentaire dans un bâtiment récemment rénové au lieu historique national du Phare-du-Cap-Spear.

Parcs Canada signera un permis d'occupation avec le soumissionnaire retenu pour l'exploitation d'une concession alimentaire **pour cinq ans à partir du 15 mai 2022.**

Pour obtenir les documents d'appel d'offres, prière de communiquer avec la personne suivante :

Tamie Marshall  
Agente des biens immobiliers  
Agence Parcs Canada: 902-476-6887  
Courriel : [realtyservicesatlantic-servicesimmobiliersatlantique@pc.gc.ca](mailto:realtyservicesatlantic-servicesimmobiliersatlantique@pc.gc.ca)

Les propositions portant la mention « Numéro de sollicitation : PCA-2021-03-CSLNHS » doivent être envoyées à l'adresse courriel indiquée dans l'appel d'offres. Les propositions doivent être déposées **au plus tard à 14 h, heure normale de l'Atlantique, le mercredi 16 février 2022.**

Les seules propositions qui seront considérées seront celles accompagnées des documents nécessaires – comme indiqué dans l'appel d'offres – et reçues avant l'échéance ci-dessus.

Parcs Canada ne s'engage pas à accepter nécessairement une offre, même la plus élevée.

détectent la température se divisent à leur tour en six types. Chacun est responsable d'un certain rayon de température: certains sont spécialisés pour le chaud, d'autres pour le froid.

La vision compte quant à elle quatre types de récepteurs, qui n'ont pas de noms et commencent à peine à être décrits: trois spécialisés pour des lon-

gueurs d'onde différentes et un pour adapter notre vue à des conditions de faible luminosité. Le sens du goût pourrait aussi être divisé en fonction des cinq saveurs perçues par la langue: sucré, salé, amer, umami et acide.

C'est ainsi que, selon la façon dont on catégorise nos «détecteurs» internes et externes, on peut en arriver à une vingtaine de sens.

## VERDICT

Le nombre de sens que possède l'être humain peut varier selon la définition qu'on leur donne. Toutefois, il est certain qu'on en compte plus que cinq.

# La Saint-Valentin: EN STYLE 2022

Que ce soit pour éviter la météo implacable de cet hiver, ou à cause des restrictions contre la COVID-19, ce 14 février, plusieurs couples vont rester à la maison. Le Gaboteur vous propose alors quelques idées de rendez-vous qui vous permettront de souligner la fête de l'amour tout en restant au chaud et sans trop faire mal à vos portefeuilles.

Rose Avoine-Dalton

## DÎNER ET CINÉMA

C'est le rendez-vous typique des comédies romantiques et l'histoire de la première rencontre de vos grands-parents. Ce plan de soirée est très populaire - et pour de bonnes raisons: il est incroyablement adaptable.

- Vous pouvez être hyper chic: vos plus beaux habits, un steak cuit à perfection et un film classique - peut-être même en noir et blanc - à l'écran.

- Ou bien, vous pouvez viser le gros confort: vos pyjamas douillets, un buffet de votre *fast food* préféré livré jusqu'à votre porte d'entrée, et une comédie qui vous fera rire comme des baleines
- Ou encore, vous pouvez faire rimer amour et compétition: des uniformes de combat, deux soupers préparés dans une compétition extrême pour trouver le meilleur chef, et deux films mis en tête-à-tête pour voir qui a le meilleur goût en cinéma.

## POUR LES AMOUREUX QUI VEULENT DES IDÉES SANS TECHNOLOGIE, EN VOICI TROIS!

- **Un pique-nique à l'intérieur.** En tout premier lieu, les meubles, que ce soit le divan du salon, ou la table de votre salle à manger, doivent être mis de côté. Vous avez seulement besoin d'une couverture, d'un pique-nique, et voilà! Cette activité peut facilement inclure des enfants, et est parfaite pour les couples qui ont juste hâte que l'été revienne.
- **De la lecture tranquille.** Du temps avec votre personne préférée et votre bouquin favori? Cela semble comme le plan parfait pour tous les dévoreurs et dévoreuses de

littérature. Vous pouvez évidemment vous contenter de lecture individuelle, ou prendre des tours de lecture à haute voix - et vous faire rire les uns les autres en donnant aux personnages des voix comiques.

- **Des jeux!** Entre faire un casse-tête de 2000 morceaux (ou 50 si c'est plus votre style) en écoutant de la musique, une partie de cartes avec du chocolat chaud, ou un tournoi de Battleship intense, les possibilités de divertissement sont nombreuses quand on pense aux jeux de société.

# SUDOKU

JEU N° 600

				3				
	1		9		4			
	9				8	4		
					9		8	
4			8	7	1		9	
	6					5		
7	4					8		3
8				5	7			
	3	5						

NIVEAU : INTERMÉDIAIRE

## RÈGLES DU JEU :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres 1 à 9 une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : vous ne devez jamais répéter les chiffres 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.

RÉPONSE DU JEU N° 600

2	7	6	9	8	4	5	3	1
1	4	7	5	3	6	2	8	
3	5	8	2	1	9	4	6	7
7	1	5	3	4	2	8	9	6
9	6	3	1	7	8	2	5	4
4	8	2	6	9	5	1	7	3
5	3	4	8	1	6	7	9	2
8	9	7	4	2	6	3	1	5
6	2	1	5	3	7	4	8	9

## AGENDA COMMUNAUTAIRE

Rose Avoine-Dalton

### PROVINCIAL

**Le 8 février**

**Atelier des dangers en ligne.** Avec le nombre immense d'informations disponibles au sujet des dangers en ligne, il peut être difficile de savoir quoi faire pour protéger les enfants. De 19h30 à 20h30, mardi 8 février, assistez à une table ronde sur la cyberintimidation et l'exploitation sexuelle des enfants en ligne animée en partie par Jeunesse, J'écoute. Pour plus d'information, visitez [proofexperiences.swoogo.com/onlinedangers](http://proofexperiences.swoogo.com/onlinedangers)

**Le 9 février**

**Atelier immobilier.** Si vous souhaitez en apprendre plus sur le monde immobilier de la province, le COMPAS a un atelier parfait pour vous. De 18h30 à 19h30, le mercredi 9 février, Aya Madjri, une courtière immobilière francophone, un atelier qui répondra à toutes vos questions. Inscription au [forms.office.com/r/t6WYtDFGM4](http://forms.office.com/r/t6WYtDFGM4)

**Le 9 et 16 février**

**Conversations littéraires.** La deuxième édition de la série Noires Amériques du Centre de la francophonie des Amériques, est commencée! Animées par Rodney Saint-Éloi, les séances se déroulent à 19h30, le 9 et 16 février. Inscrivez-vous au [www.bibliothequede-sameriques.com/programmation/noires-ameriques](http://www.bibliothequede-sameriques.com/programmation/noires-ameriques)

**Jusqu'au 15 février**

**Concours vidéo.** De n'importe quel âge, n'importe où au monde, La Maison des Francophonies de Berlin vous propose un concours! Tourner une vidéo de pas plus que 90 secondes, et expliquez comment votre mot ou expression favori vous touche particulièrement. Le prix: 350 euros et une liseuse numérique. Soumettez-vos créations au [www.francophonies.de/concours](http://www.francophonies.de/concours)

**Jusqu'au 22 février**

**Concours de cuisine.** Avez-vous une recette qui vous tient à cœur? Partagez-la dans le cadre des Rendez-vous de la Francophonie pour le concours Délicieuses traditions! Les trois catégories ont comme prix 3000\$, 2000\$ et un voyage de deux personnes d'une valeur de 5000\$. Soumettez-vos recettes délicieuses sur [rvf.ca/concours/delicieuses-traditions](http://rvf.ca/concours/delicieuses-traditions)

**Jusqu'au 24 février**

**Concours Immersion Clip.** Attention à tous les élèves d'immersion française de la 4e à la 12e année, étudiants universitaires en enseignement, et professionnels de l'immersion, l'Association Canadienne des professionnels de l'immersion a un défi pour vous! Soumettez une vidéo de 30 à 90 secondes pour le concours Immersion Clip. La question à répondre dans votre vidéo est «comment fais-tu pour garder ton français vivant à l'extérieur de ton école?». Soumettez vos vidéos ici avant le 24 février: [www.acpi.ca/evenements/immersion-clip](http://www.acpi.ca/evenements/immersion-clip)

**Jusqu'au 25 février**

**Consultation langues officielles.** Le gouvernement canadien tient actuellement une période de consultation sur le renouvellement du Programme pour les langues officielles en santé 2023-2028. Pour remplir le questionnaire et partager vos expériences personnelles, visitez [www.canada.ca/fr/sante-canada/programmes/consultation-renouvellement-programme-langues-officielles-2023-2028.html](http://www.canada.ca/fr/sante-canada/programmes/consultation-renouvellement-programme-langues-officielles-2023-2028.html)

**Le 25 et 26 février**

**Destination Canada Éducation.** Le Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE Canada) et Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), organisent un salon d'emploi virtuel. Le salon est pour le secteur de l'éducation - éducateur(trice) en petite enfance, enseignant(e) aux niveaux primaire et secondaire, professeur de français langue seconde et se déroulera de 10h30 à 17h30, les 25 et 26 février prochain. Pour s'inscrire comme candidat ou exposant, visitez [destinationcanadaeducation2022.vfairs.com/fr](http://destinationcanadaeducation2022.vfairs.com/fr)

### LABRADOR

**Le 20 février**

**Chasse au trésor.** Rendez-vous devant les locaux de l'Association Francophone du Labrador (AFL) dimanche le 20 février à 10h30 pour une chasse au trésor hivernale! Un chocolat chaud sera offert à la fin pour vous réchauffer. Cette activité est ouverte à tous les membres de l'AFL, inscrivez-vous au [afl.s1.yapla.com/fr/event-28538](http://afl.s1.yapla.com/fr/event-28538)

**5 et 19 mars**

**Ateliers de dessin.** De 11h à 12h, les samedis 5 et 19 mars, l'AFL vous invite à apprendre à dessiner virtuellement. Animés par l'artiste Camille Lavoie, les ateliers sont offerts à tous, peu importe votre niveau de connaissances artistiques. Inscrivez-vous en ligne au [afl.s1.yapla.com/fr/event-28173](http://afl.s1.yapla.com/fr/event-28173)

# Disparition définitive ou résurrection?

Après plus d'un demi-siècle d'activités, le Centre récréatif et sportif Mike Adam de Wabush au Labrador, construit en 1963, a fermé ses portes le 18 janvier dernier. Le conseil municipal de Wabush aurait espéré un dénouement plus heureux, mais a dû se résigner à prendre cette difficile décision compte tenu des circonstances.

## Dernier chapitre ou réconciliation?

Poussée dans ses retranchements, l'administration municipale de Wabush a décidé de mettre la clé dans la porte à la fin de l'entente de subventions qui la liait à la Ville de Labrador City. Ceci a par la même occasion mis fin à la contribution des autres parties prenantes du milieu, qui exigeaient la participation des deux agglomérations urbaines avant de s'investir financièrement.

Selon le maire de Wabush, Ron Barron, la fermeture coïncide avec l'échéance de l'accord de trois ans entre les deux municipalités et deux minières qui a pris fin en 2021. «C'est un énorme fardeau que la municipalité de Wabush ne peut assumer seule. C'est un jour sombre pour la région et pour ses citoyens. Nous avons tenté de nous entendre depuis le printemps dernier avec l'ancien conseil municipal de Labrador City puis avec le nouveau, mais malheureusement sans obtenir de résultats concluants.»

L'élu municipal souhaite malgré tout un dénouement favorable et garde un mince espoir qu'une solution durable à long terme puisse être trouvée in extremis

afin de sauver le centre multifonctionnel. Il explique que Wabush ne peut plus prendre entièrement à son compte les coûts annuels reliés au fonctionnement, à l'entretien et aux réparations du centre. «Le cœur de la vie récréative du Labrador Ouest a cessé de battre. La Ville de Wabush ne peut absorber seule les frais liés à l'entretien de la bâtisse et au maintien des services et des équipements qui profitent autant aux résidents de Wabush que de Labrador City.»

Selon le maire Barron, la Ville de Wabush est consciente de l'importance de ces infrastructures, qui paraissent essentielles pour le moment puisqu'aucun autre établissement de ce type ne peut actuellement assurer la relève au Labrador Ouest, et de la nécessité de les conserver afin de répondre aux besoins de la population de la région en sports et loisirs. Le conseil municipal de Wabush a tenté en vain de trouver des solutions en ne ménageant aucun effort afin d'assurer la pérennité du complexe récréosportif. Un partage plus équitable des coûts entre les deux villes jumelles du Labrador Ouest semble être la seule option afin de sauver cette entité régionale, qui comprend une piscine, une salle de quilles, une salle d'entraînement, un gymnase et un centre jeunesse. La dis-



Le Centre récréatif Mike Adam a fermé ses portes le 18 janvier dernier. Photo: Éric Cyr

parition définitive de cette installation de loisirs laisserait un grand vide dans les milieux jeunesse et sportif.

Du côté de la Ville de Labrador City, la conseillère municipale Belinda Adams explique que l'entente financière a avorté car la Ville de Wabush n'a pas produit de plan destiné à assurer la pérennité de cette infrastructure. Cette dernière se demande ce qui adviendra de celle-ci à

l'avenir en indiquant qu'il est impensable de continuer à contribuer pour assurer son maintien quand on ne sait pas où va cet argent. Cette dernière suggère que les deux villes minières devraient fusionner afin de gérer un même budget et ainsi mieux assurer des services de qualité aux citoyens. Le maire de Wabush n'est pas d'accord et envisage plutôt une régionalisation de ce service comme ça se fait pour la gestion des déchets.

## Coups de cœur CULTURELS

**Lecteurs avides? Amateur d'art? De culture? Le Réseau des Aînés Francophones émet la série parfaite pour vous! Dans le deuxième épisode, la vidéographe de la série, Dominique Hurley, vous met au défi de partager vos propres coups de cœur et montre quelques-unes des siennes.**

Avez-vous 50 ans ou plus? Aimerez-vous inspirer les autres? Le Réseau des Aînés vous invite à partager vos coups de cœur! Dominique Hurley, participante et vidéaste du projet, explique: «Par coups de cœur, on veut dire deux choses...»

«En premier, avez-vous eu un coup de cœur quand ça vient à la culture francophone? Avez-vous des recommandations d'artistes, de musiciens, de films, d'œuvres d'arts, de théâtre ou autre?»

«Et en deuxième, qu'est-ce qui vous aide à donner un petit coup de cœur dans la vie? Que ça soit vos loisirs, votre culture familiale ou spirituelle, quels sont les aspects de votre mode de vie qui alimentent votre énergie?»

### LE GRAND PLEIN AIR - MÊME EN HIVER!

L'artiste choisit de partager ses coups de cœur qui relèvent de la deuxième catégorie.

«Pour moi, passer du temps en nature c'est essentiel. Pour se recentrer, se connecter à la terre», explique la résidente de la Ville de St. John's. Amatrice du plein air, elle consacre beaucoup de son temps dans la capitale dans les parcs. Notamment, elle passe «beaucoup de temps dans le Parc Bowring et sur la piste Sugarloaf, accessible à partir de Quidi Vidi».



Quand vient le temps de quitter le plus grand centre urbain de la province, Dominique Hurley fait un peu de tout dehors. Elle recommande des randonnées en nature à n'importe quel point sur le East Coast trail, du kayak à Mobile, ou encore des tournées en bicyclette sur le T'Railway: «C'est très important pour moi, et c'est tellement facile!»

### QUAND IL FAUT RESTER À L'INTÉRIEUR

Mme Hurley parle de ses pratiques artistiques avec passion: «Mon art, c'est une pratique spirituelle, mais c'est aussi une façon de jouer.» Tout comme la lecture et les jeux de société, elle y tient aussi parce que c'est «quelque chose à faire à l'intérieur dans le milieu des tempêtes et n'importe quand qu'il ne fait pas beau dehors».

Une pratique qu'elle a notée comme très utile est la danse. «Je danse trois chansons chaque matin et ça me lève beaucoup les esprits.»

**Peu importe où vous êtes dans la province, contactez Le Gaboteur à [info@gaboteur.ca](mailto:info@gaboteur.ca) pour faire partie de cette série d'entrevues.**

Vous pouvez voir la vidéo ici: <https://youtu.be/RxPR-ixIVg8>

## Des personnages, des ours, et encore plus!

Depuis la fin du mois de janvier, jusqu'au mois de mars, l'Association Francophone du Labrador (AFL) présente une série d'ateliers de dessin. Soutenu par le Réseau Aînés Francophones de TNL et animé par l'artiste multidisciplinaire Camille Lavoie, les séances d'arts virtuels sont ouvertes gratuitement à tous les membres de l'AFL. Voici un petit aperçu de ce qui s'y dessine déjà.

Texte: Rose Avoine-Dalton | Photos: Camille Lavoie

L'illustration botanique vous intéresse? C'est le thème du troisième atelier, qui se déroulera de 11h à 12h, le 5 mars prochain. Le dernier atelier se déroulera quant à lui le 19 mars, à la même heure. Pour plus d'information, visitez la page Facebook de l'AFL: [www.facebook.com/AFLTNL](http://www.facebook.com/AFLTNL)

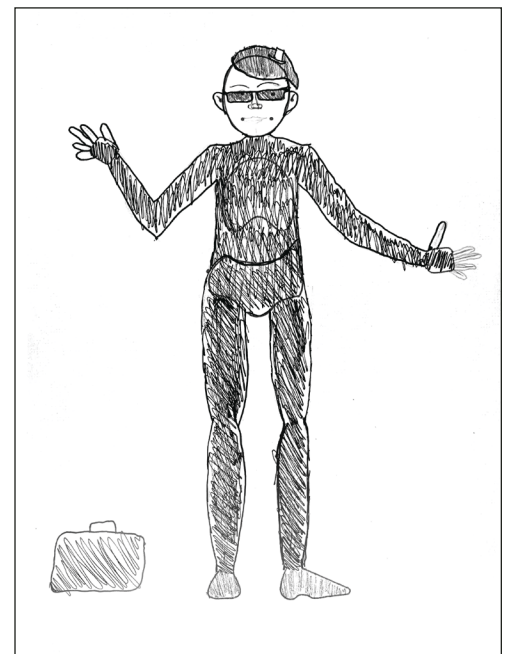


Samedi le 29 janvier dernier, les amateurs d'art ont appris avec l'animatrice les rudiments de la création de personnages.



Une princesse avec des cheveux très vibrants dessinée par Malie.

Anne-Rose a choisi de dessiner «Une jeune fille avec une robe Dalmatien».



Une mallette, des lunettes de soleil, et tout habillé en noir. Simon a su créer un homme d'affaires très stylé.



L'animatrice Camille Lavoie a dessiné l'exemple utilisé dans l'atelier en «imaginant les gens du Labrador dans le froid.»

### CAMILLE LAVOIE



Design, bande dessinée, littérature, sculpture, animation, gravure, art numérique, illustration, dessin, et plus encore. Camille Lavoie est une artiste qui incarne parfaitement l'idée d'une pratique artistique multidisciplinaire.

La Montréalaise a beaucoup voyagé, allant de l'Angleterre jusqu'à la Californie pour suivre des formations de tous genres. Multimédia, littérature, communication, dessin botanique, sculpture anatomique, le tout pour perfectionner ses habiletés artistiques.

Avec toute cette éducation, Mme Lavoie est aussi enseignante. Animatrice de nombreux ateliers et coordinatrice de plusieurs projets, elle ne cesse de faire des connexions partout au pays. «Travailler avec les communautés (francophones) à l'extérieur de Montréal, c'est quelque chose que j'adore faire.»

Pour découvrir l'art de Mme Lavoie, visitez [www.camillelavoie.com](http://www.camillelavoie.com)